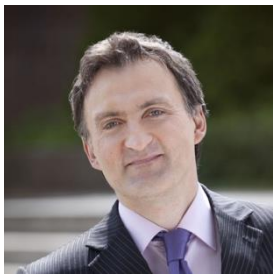
TABLE DES MATIÈRES

Mot du directeur
Le CRDP, de 1962 à 2017 3
1. Les publications de 2017 4
2. La formation des étudiants en 2017 6
3. Les subventions en 2017 7
4. Infrastructures 9
Chercheurs du CRDP. 9
1. Chercheurs réguliers 9
2. Chercheurs associés 12
3. Chercheurs honoraires 13
4. Chercheurs invités 13
5. Collaborateurs 13
Conseil de direction 15
Personnel administratif du CRDP 15
Agents de recherche 16
Les centres affiliés et réseaux de recherche 18
Recherches du CRDP 20
Axe 1. Droit et nouveaux rapports sociaux 20
Axe 2. Droit et technologies de l'information et des communications 23
Axe 3. Droit, santé et développement durable 27
Chaires de recherche 31
Autres organisations de recherche associées directement au CRDP 33
Annexe 2 : Les conférences
Annexe 3 : Liste des étudiants 91



Mot du directeur

Pour la quatrième fois, il me fait plaisir de parapher par ces quelques lignes les réalisations multiples que les quinze (15) chercheur(e)s du CRDP ont effectuées durant l'année passée, à savoir 2017. Que ce soit en terme de subventions, de publications, de conférences, le CRDP demeure un lieu incontournable de réflexion et d'innovation de la pensée juridique. Comme en témoigne ce rapport, cet incubateur de projets (plus de 60 en cours) permet le développement de réalisations qui se traduisent notamment cette année au centre, par une hausse significative des projets financés (+34%). Autre curseur du dynamisme de notre institution, nous n'avons jamais eu autant de doctorants soixante dix sept (77) dirigés par les chercheurs du centre. Cet indice est important d'autant que plusieurs d'entre eux deviennent, au Québec, au Canada ou à l'étranger de futurs collègues.

Si le présent rapport indique les « bons coups », et ils sont nombreux, nous nous devons aussi de faire un lien avec le « Mot » de l'an passé où nous faisions état de l'attente du résultat du concours de Regroupement stratégique financé par le Fonds de recherche du Québec (FRQ) que nous sollicitions avec la bannière qu'était le RDCG (Regroupement Droit Changements et Gouvernance). Les résultats ne furent pas bons, et ce, en dépit des voyants verts qui semblaient caractériser notre regroupement. Le rapport qui en découla nous invita à reconsidérer notre projet tant substantiellement que sur le plan organisationnel. Ce travail est en cours; comme toute période de transition, c'est une phase délicate d'autant que comme mentionné plus haut, les activités demeurent croissantes. Mais comme tout exercice de restructuration, nous sommes face à un processus inspirant qui nous oblige à nous repenser.

D'une manière générale, j'invite les lecteurs du présent rapport à se tenir au fait des activités du CRDP en se rendant sur le site www.crdp.umontreal.ca ou en suivant le compte Twitter « @crdp_udem » tout comme plus de 700 personnes.

Technologiquement votre!

Vincent Gautrais (Avril 2018)
Directeur du CRDP

Le CRDP, de 1962 à 2017

Le Centre de recherche en droit public (CRDP) créé en 1962 constitue depuis plus de 55 ans un espace de concertation interne entre chercheurs d'une part et entre chercheurs et étudiants d'autre part mais aussi avec la société civile que le CRDP ne manqua pas d'influencer.

Pour remplir sa mission, le CRDP a identifié trois (**3)** mandats prioritaires :

1. **Développer** et dynamiser les activités de recherches dans le domaine du droit notamment par une approche interdisciplinaire de nos travaux ;
2. **Contribuer** à la diffusion et à l'échange des connaissances dans le domaine juridique en développant des liens avec d'autres chercheurs au niveau international et aussi avec les praticiens du droit et ;
3. **Contribuer** à la formation de jeunes chercheurs.

Les travaux menés par les chercheurs du CRDP depuis sa fondation en 1962 portent sur les formes contemporaines du droit, sur ses conditions d'émergence et sur ses rapports avec les autres formes de normativité et de régulation sociales. Nos perspectives de recherche ont évidemment évolué au cours des décennies. Si la mission du CRDP durant ses premières années d'existence était de « favoriser et d'organiser la recherche en droit public, plus particulièrement en droit constitutionnel et administratif », elle s'est lentement élargie à l'étude d'un grand nombre de questions et de thèmes relatifs au droit contemporain. C'est ainsi que les perspectives de recherche se sont graduellement transformées au cours des dernières années pour produire une approche élaborée autour de trois axes thématiques de recherche :

- **Droit et nouveaux rapports sociaux**,
- **Droit et technologies de l'information et des communications** et
- **Droit, santé et développement durable**.

Il faut noter que l'axe Droit, santé et développement durable a connu une profonde transformation. Ainsi, après une période de transition, une réorientation s'est effectuée afin de faire ressortir l'importance et l'intersection du droit de la santé et du droit du développement durable. En ce qui a trait au développement durable, l'étude des thèmes qui y sont rattachés a bénéficié de la participation dynamique de collaborateurs issus des milieux académique et professionnel.

Notons également que les travaux réalisés au CRDP sont largement reconnus pour leur spécificité. Souvent subventionnés par les plus grandes fondations et fonds de recherche publics, ces travaux sont menés notamment dans le cadre de nos **7** chaires, nos groupes de recherche (Laboratoire de cyberjustice, Observatoire du droit à la justice (ADAJ), etc.) et

nos centres et réseaux associés au Canada et à l'étranger. La majorité de nos travaux se situent ainsi au carrefour de plusieurs disciplines.

En effet, l'interdisciplinarité est devenue une signature déterminante du CRDP. Si les recherches conduites dans l'axe Droit et technologies de l'information et des communications mettent à contribution la théorie du droit, la théorie de la communication, le génie informatique et la science politique, celles de l'axe Droit et nouveaux rapports sociaux font souvent cohabiter le droit, la sociologie, l'analyse économique, la criminologie et l'anthropologie. De même, plusieurs projets de l'axe Droit, santé et développement durable regroupent des juristes, des médecins, des généticiens, des philosophes, des éthiciens, des sociologues et des biologistes.

Les travaux du CRDP se caractérisent aussi par leur continuité. Si certains projets sont réalisés dans le cadre de cycles de recherche relativement courts, de trois à cinq ans, plusieurs s'étendent sur plus d'une dizaine d'années, suivant le cours des changements sociaux et technologiques. Ces efforts soutenus ont engendré d'importants réseaux de recherche qui constituent aujourd'hui la base du **Regroupement Droit, changements et gouvernance**, réseau international et multidisciplinaire qu'anime le CRDP.

1. Les publications de 2017

L'année 2017 a été riche en publication**.** Ainsi, les quinze (15) chercheurs réguliers du Centre ont contribué à la rédaction ou à l'édition de **6** ouvrages. Ils ont publié **26** articles scientifiques et **27** contributions à un ouvrage collectif, **6** rapports de recherche, **1** mémoire et autres publications en tout genre, plus d'une centaine de blogues, **1** préface (annexe 1). Ils ont par ailleurs prononcé une centaine de conférences scientifiques (annexe 2). S'il est parfois difficile de colliger précisément le nombre des activités de diffusion des étudiants et agents de recherche du CRDP, ceux-ci ont pour le moins prononcé de 5 à 10 conférences et écrit au moins 3 chapitres de livres et 4 articles.

Pour en savoir plus, lire http://www.crdp.umontreal.ca/publications/?date=2017.

2. La formation des étudiants en 2017

Les étudiants occupe une place déterminante dans la vie du CRDP et ce, sous plusieurs formes : en premier lieu, quatre-vingt sept (87) étudiants canadiens et étrangers participent aux projets des chercheurs comme assistants. En deuxième lieu, un grand nombre d'entre eux prennent part aux séminaires étudiants et aux autres activités de diffusion de la connaissance.

Enfin, en troisième lieu, la formation à la recherche constitue une fonction essentielle de la mission du CRDP où nos quinze (15) chercheurs réguliers encadraient, en 2017, deux (2) post doctorants, soixante-dix-sept (77) étudiants au troisième cycle (sur la centaine que compte la Faculté de droit de l'Université de Montréal) et 57 étudiants au deuxième cycle.

Une liste des titres des thèses et mémoires en cours durant l'année 2016-2017 est reproduite à l'annexe 3 du présent rapport. Cette activité d'encadrement est notamment favorisée par le développement de programmes de formation établis sur la base de nos axes de recherche dans le domaine de la biotechnologie et des technologies de l'information et des communications.

Notons aussi que les étudiants sont des membres très actifs de la vie intellectuelle du CRDP et organisent chaque année, un cycle de séminaires étudiants. Ces séminaires « Jeunes chercheurs », tenus sur une base mensuelle, permettent aux étudiants de maîtrise, de doctorat et de post-doctorat de présenter aux chercheurs et à leurs pairs leurs travaux de recherche.

Les étudiants peuvent aussi compter sur un programme de bourses d'appoint, de dépannage et des compléments de bourses conçu pour favoriser la poursuite et la réussite de leur programme d'étude. Dans ce cadre, le CRDP a attribué 135 636 $ bourses aux étudiants au cours de l'année 2017. De plus, les étudiants-chercheurs inscrits au doctorat, bénéficient d'un programme de bourse de mobilité. Le CRDP accueille à son tour les doctorants de partenaires étrangers pour une durée allant d'un à six mois.

1er cycle	35 859	$
2e cycle	109 638	$
3e cycle	59 717	$
	205 214	**$**

	NB	Contrats	1,124
1er cycle	15	31 902,72	35 858,66
2eme	22	97 542,81	109 638,12
3eme	11	53 129,00	59 716,99
		sans AV	Avec AS

BOURSE-ÉTUDIANTS MAITRISE	46 578 $	
BOURSE-ÉTUDIANTS DOCTORAT	7 500 $	
BOURSE-ÉTUD.ETR. MAITRISE	9 305 $	
BOURSE-ÉTUD.ETR. DOCTORAT	36 051 $	
	99 434 $	
BOURSE - HORS UdM	7 000 $	RDCG
	29 310 $	autres
	36 310 $	

Par ailleurs notons que la diplomation de nos étudiants a été très fructueuse durant cette année universitaire, ainsi **5** étudiants ont soutenu leur thèse de doctorat et 10 ont terminé leurs études de maitrise. Nous présentons toutes nos félicitations à nos nouveaux diplômés (annexe 3).

3. Les subventions en 2017

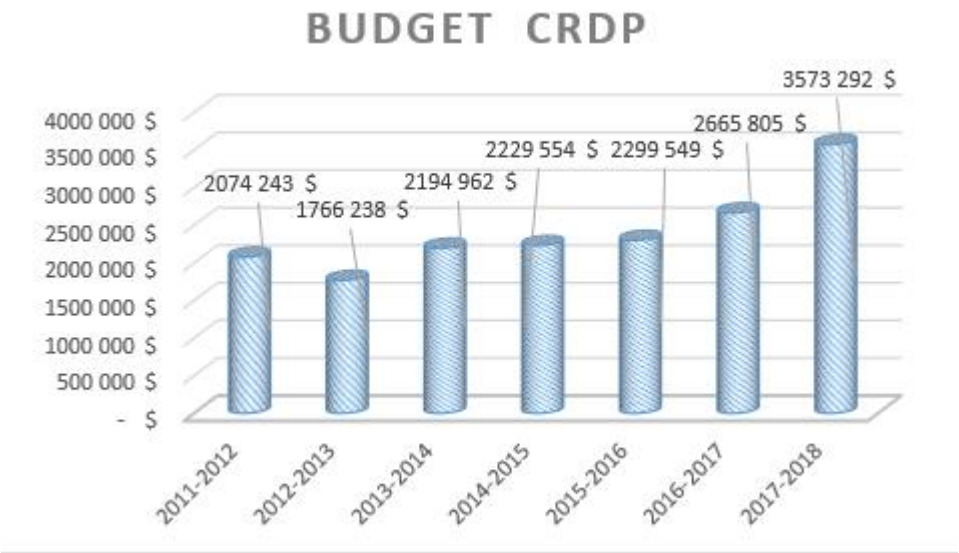
Les chercheurs réguliers du Centre de recherche en droit public mènent simultanément une soixantaine (**61**) de projets de recherche financés. Ceux-ci portent sur une multitude de thèmes et de questions reliés à nos axes de recherche. Ces subventions proviennent aussi

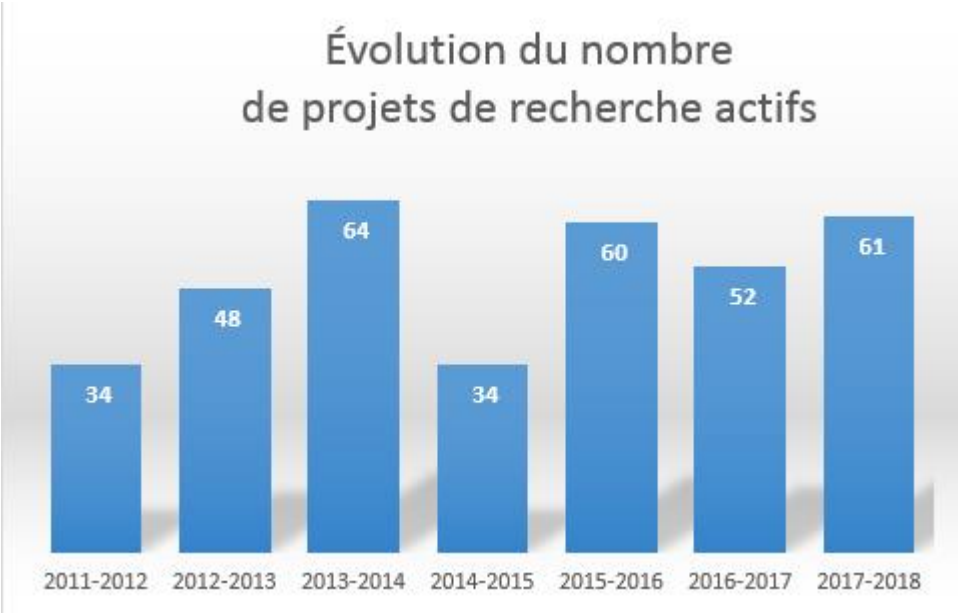
bien des grands organismes subventionnaires comme le FRQ-SC, le CRSH, du gouvernement du Québec, tel que le ministère de la justice, que de fonds privés. Cette diversité, ainsi que la multiplicité des projets rendent également compte d'une évolution continue de nos travaux, lesquels sont le fruit d'importantes collaborations scientifiques entre les chercheurs réguliers, les chercheurs associés et les collaborateurs du CRDP.

Signalons que selon les chiffres obtenus le plus récemment, 90**%** des subventions de la faculté de droit de l'Université de Montréal ont été obtenus par les chercheurs du CRDP. Également, si l'année 2016 avait été une bonne année avec une hausse du financement, en 2017, une hausse de 34% est malgré tout consacrée.

SUBVENTIONS, DONS ET CONTRATS DE RECHERCHE DES MEMBRES DU CRDP		
INFRASTRUCTURE CRDP		
CÉDAR (INFRASTRUCTURE)	200 000 $	1
FQRSC-RDCG	99 886 $	1
SUBVENTIONS INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPE		
CRSH/CONSEIL DE RECH EN SC.HUMAINE	1 024 625 $	11
FONDATION CANADIENNE POUR L'INNOVATION	250 000 $	2
FRQS/Fonds de recherche du Qc - Santé	36 764 $	2
IRSC /INSTITUT DE RECHERCHE SANTÉ CANADA	- $	1
IRSC-CHAIRES DE RECHERCHE DU CANADA	25 000 $	1
GENOME QUEBEC	14 616 $	1
CONTRATS	1 346 954 $	5
MINISTÈRE	15 857 $	3
CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUEBEC	43 449 $	2
COMMISSION CEE-COMMUN.EUROP.	- $	1
MITACS	15 000 $	1
REVENU EXTERNE	332 241 $	18
FONDATION CLAUDE MASSE	3 000 $	2
FONDATION DU BARREAU DU QUEBEC	5 000 $	2
SOQUIJ	20 000 $	1
UdeM	155 900 $	5
UNIVERSITE MCGILL	- $	1
Total	**3 588 292 $**	**61**

Évolution des montants des subventions des 4 dernières années


BUDGET CRDP
4000 000 $
3500 000 $
3000 000 $
2500 000 $
2000 000 $
1500 000 $
1000 000 $
500 000 $
- $
2074 243 $
1766 238 $
2194 962 $
2229 554 $
2299 549 $
2665 805 $
3573 292 $
2011-2012
2012-2013
2013-2014
2014-2015
2015-2016
2016-2017
2017-2018


Évolution du nombre
de projets de recherche actifs
34
48
64
34
60
52
61
2011-2012
2012-2013
2013-2014
2014-2015
2015-2016
2016-2017
2017-2018

4. Infrastructures

Comme mentionné plus haut, le Centre de recherche en droit public constitue, d'une part, un espace de concertation entre chercheurs et, d'autre part, entre chercheurs et étudiants. Ces rôles de diffusion du savoir ont été particulièrement affirmés, depuis 2004, par la consécration du CRDP comme figure de proue du *Regroupement stratégique* par le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQR-SC). En 2011, la subvention a été renouvelée pour sept ans. L'activité du CRDP se mesure à sa grande capacité de fédérer des chercheurs et des projets de recherche. Le caractère interdisciplinaire de nos travaux favorise ce regroupement continu des activités scientifiques en droit.

Les chercheurs du CRDP bénéficient par ailleurs du travail d'un secrétariat très expérimenté, d'un personnel spécialisé dans la gestion de fonds de recherche importants et de spécialistes des communications électroniques. Si le CRDP peut également réaliser ses activités, c'est du fait du travail d'un personnel de recherche stable, comprenant près de cent chercheurs, professionnels, agents et auxiliaires de recherche, œuvrant avec toutes les équipes du Centre de recherche en droit public. Cette importante masse de collaborateurs explique en grande partie, la capacité du CRDP d'agir comme catalyseur de la recherche dans de très nombreux aspects du droit contemporain au Québec et au Canada.

Chercheurs du CRDP.

Le CRDP regroupe 15 chercheurs réguliers, 26 chercheurs associés, 26 collaborateurs, 6 chercheurs honoraires et deux chercheurs invités.

1. Chercheurs réguliers

Karim Benyekhlef

Professeur titulaire, Directeur, Laboratoire de cyberjustice, Chaire Lexum en information juridique

Cyberjustice | Droit constitutionnel | Droit et libertés | Technologies de l'information | Théories du droit

Courriel : *karim.benyekhlef@umontreal.ca*

Vincent Gautrais

Professeur titulaire, Directeur du CRDP, Chaire LR Wilson en droit du commerce électronique, OpenUM

| *Technologies de l'information* | *Théories du droit* | Preuve | Vie privée

Courriel : *vincent.gautrais@umontreal.ca*

Jean-François Gaudreault-Desbiens

Professeur titulaire, Titulaire, Chaire de recherche du Canada sur les identités juridiques et culturelles nord-américaines et comparées

Droit constitutionnel | Droit et religion | Droit et société | Minorités et diversité | Théories du droit

Courriel : *jf.gaudreault-desbiens@umontreal.ca*

Ysolde Gendreau
Professeure titulaire
Propriété intellectuelle
Courriel : *ysolde.gendreau@umontreal.ca*

Violaine Lemay
Professeure agrégée
Droit et société | Interdisciplinarité | Minorités et diversité | Théories du droit
Courriel: *violaine.lemay@umontreal.ca*

Thérèse Leroux
Professeure titulaire
Biotechnologies | Droit de la santé
Courriel : *therese.leroux@umontreal.ca*

Hugo Tremblay
Professeur adjoint de droit des ressources naturelles et de l'énergie
Droit et développement durable
Courriel : *hugo.tremblay.7@umontreal.ca*

Nanette Neuwahl
Professeure titulaire, Titulaire, Chaire Jean-Monnet en droit de l'Union européenne
Droit de l'Union européenne
Courriel : *nanette.neuwahl@umontreal.ca*

Pierre Noreau

Professeur titulaire

Accès à la justice | Droit et société | Minorités et diversité | Règlement des différends

Courriel : *pierre.noreau@umontreal.ca*

Catherine Piché

Professeure agrégée

Preuve | Procédure | Règlement des différends

Courriel : *catherine.piche@umontreal.ca*

Catherine Régis

Professeure agrégée

Titulaire, Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé

Droit de la santé | Gouvernance | Règlement des différends

Courriel : *catherine.regis@umontreal.ca*

Stéphane Rousseau

Professeur titulaire

Titulaire, Chaire en gouvernance et droit des affaires, Directeur, Centre de droit des affaires et du commerce international

Gouvernance

Courriel : *stephane.rousseau@umontreal.ca*

Hélène Trudeau

Professeure agrégée

Droit de l'environnement

Courriel : *helene.trudeau@umontreal.ca*

Pierre Trudel

Professeur titulaire, Titulaire de la Chaire Wilson sur le droit des technologies de l'information jusqu'en juin 2015

Droit des médias | Économie numérique | Gouvernance | Propriété intellectuelle | Sécurité Technologies de l'information | Vie privée

Courriel : *pierre.trudel@umontreal.ca*

Nicolas Vermeys

Professeur adjoint, Directeur adjoint, Laboratoire de cyberjustice

Cyberjustice | Économie numérique | Règlement des différends | Sécurité | Technologies de l'information

Courriel : *nicolas.vermeys@umontreal.ca*

2. Chercheurs associés

- **Georges Azzaria** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Karine Bates** (Université de Montréal – Département d'anthropologie)
- **Angela Campbell** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Charles Emmanuel Côté** (Université Laval – Faculté de droit)
- **Marie Demoulin** (Université de Montréal – École de bibliothéconomie et des sciences de l'information (EBSI))
- **Jaye Ellis** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Catherine Garnier** (UQAM – Institut, santé et société)
- **Fabien Gélinas** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Mylène Jaccoud** (Université de Montréal – Faculté de criminologie)
- **Richard Janda** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Yann Joly** (Université McGill – Faculté de médecine)
- **Daniel Jutras** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Lara Khoury** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Bartha Maria Knoppers** (Université McGill – Faculté de médecine)
- **Solange Lefebvre** (Université de Montréal – Faculté de théologie)
- **Lyne Létourneau** (Université Laval- département des sciences animales)
- **Bjarne Melkevik** (Université Laval – Faculté de droit)
- **Pierre Emmanuel Moyse** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Victor Muniz-Fratecelli** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Richard Ouellet** (Université Laval – Faculté de droit)
- **Johanne Poirier** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Christian Saint-Germain** (UQAM – Faculté des sciences humaines)

- **Marion Vacheret** (Université de Montréal – Faculté de criminologie)
- **Shauna Van Praagh** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Christine Vézina** (Université Laval – Faculté de droit)

3. Chercheurs honoraires

- **Daniel Poulin**, Professeur émérite / Président, Lexum
- **Jacques Frémont**, Professeur émérite / Recteur de l'Université d'Ottawa
- **Andrée Lajoie,** Professeure émérite
- **Ejan Mackaay**, Professeur émérite
- **Patrick A. Molinari**, Professeur émérite
- **Guy Rocher**, Professeur émérite

4. Chercheurs invités

- **Michèle Stanton-Jean** (Université de Montréal - CRDP)
- **Fernando Sergio Tenorio de Amorim**

5. Collaborateurs

- **Gilles Bibeau**
  Professeur associé, Département d'anthropologie, Université de Montréal)
- **Alberto Bondolfi**
  Professeur honoraire d'éthique, Faculté de théologie, Université de Genève
- **Abdallah Daar**
  Professeur, Joint Center for Bioethics, University of Toronto
- **Bruno Deffains**
  Professeur, Université Panthéon-Assas
- **Denys Delâge**
  Professeur retraité, Département de sociologie, Université Laval
- **Jean-Louis Denis**
  Professeur titulaire, Chaire de recherche du Canada sur la gouvernance et la transformation des organisations et systèmes de santé, École nationale d'administration publique
- **Pierre-Gerlier Forest**
  Département de science politique, Université Laval
- **Daniel Gaudet**
  Professeur agrégé, Chaire en génétique préventive et génomique communautaire, Université de Montréal
- **Béatrice Godard**

Professeur agrégé, Département de bioéthique, Université de Montréal

- **Richard Gold**
  Professeur titulaire, Faculté de droit, Université McGill
- **Éloïse Gratton**
  Associée Borden-Ladner-Gervais,
  Chargée de cours, Faculté de droit, Université de Montréal
- **Pavel Hamet**
  Professeur titulaire, Département de médecine, Université de Montréal
- **Thomas Hudson**
  Professor, Ontario Institute for Cancer Research, University of Toronto
- **Robert Kouri**
  Professeur titulaire, Faculté de droit, université de Sherbrooke
- **Carole Lévesque**
  NRS Urbanisation, culture et société
- **Yvan Perrier**
  Professeur, Cégep du Vieux-Montréal
- **Yves Poullet**
  Professeur, Recteur de l'Université de Namur
- **Marc-Urbain Proulx**
  Professeur, Département des sciences économique et administratives, UQAC
- **Christine Rothmayr Allison**
  Professeure agrégée, Département de psychologie, Université de Montréal
- **Bernard Saladin d'Anglure**
  Professeur, Département d'anthropologie, Université Laval
- **Peter Singer**
  Joint Center for Bioethics, University of Toronto
- **Dominique Sprumont**
  Professeur extraordinaire, Institut de droit de la santé, Université de Neuchâtel
- **Alain Strowel**
  Professeur, Université Saint-Louis Bruxelles
- **Daniel Thomas**
  Professeur, Unité d'enseignement et de recherche en sciences du développement humain et social, UQAT
- **David Vaver**
  Emeritus Professor, University of Oxford (R.-U.)
- **Brenda Wilson**
  Department of Epidemiology & Community Medicine, University of Ottawa

Conseil de direction du CRDP

PRÉSIDENT	HURTUBISE René, Juge retraité de la Cour supérieure du Québec
MEMBRES	BERNARD Louis, Retraité COUTO Francisco, Ministère de la Justice Canada BOUCHARD Marie-Philippe, Président-directrice générale TV5 Québec Canada GOLD Marc, Sénateur KENNIFF Patrick, Kenniff & Racine LORD Guy, Osler, Hoskin & Harcourt PAQUETTE Yann, Ministère de la Justice Québec TRAHAN Anne-Marie, Juge retraitée de la Cour supérieure du Québec
MEMBRES D'OFFICE	LAJEUNESSE Daniel, Représentant vice doyen à la recherche GAUDREAULT-DESBIENS Jean-François, Doyen, Faculté de droit, UdeM GAUTRAIS Vincent, Directeur, CRDP, UdeM

Personnel administratif du CRDP

DIRECTION	GAUTRAIS Vincent
Direction administrative (FACULTÉ/CRDP)	BOYER Manon
ADMINISTRATION	GUY Odette, Commis aux affaires administratives LONNÉ Manuelle, Agente de gestion financière
COORDINATION	LARGENTÉ Laurence, Coordonnatrice scientifique THERRIEN Cristiano, Responsable des communications (jusqu'au 30 juin 2017) DE SOUZA LIBAGUE Renata (conception affiches depuis le 1ier juillet 2017) GODOY Maria, responsable mise en ligne vidéos (depuis 1ier juillet 2017) FAU Valentine, Responsable des communications depuis le 1ier juillet 2017 et responsable des relations étudiantes

SECRÉTARIAT MAGANA Alma Lorena et THÉRIAULT-SYLVESTRE Sylvie, Agentes de secrétariat

SOUTIEN INFORMATIQUE ROY Normand (jusqu'au 30 novembre 2017)

Agents de recherche

ABRAN France
Agente de recherche,

BARDAXOGLOU Sarah
Projet ADAJ

CALLIPEL Valentin
Chargé de mission, Laboratoire de cyberjustice

AMAR Emmanuelle
Coordonnatrice scientifique du laboratoire de Cyberjustice (jusqu'au 30 septembre 2017)

CACHECO Maya
Coordonnatrice scientifique projet ADAJ

Assistants de recherche

BAUDIN Laura
Laboratoire Cyberjustice (depuis 19 septembre 2017)

PREBÉ Renald
Coordonnateur scientifique de la Chaire Wilson

GIRARD Marie-Andrée
Coordonnatrice scientifique de la Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé

SMOUK Karima
Laboratoire cyberjustice

JETTÉ Virginie (jusqu'au 30 juin 2017)
Projet Openum

Les centres affiliés et réseaux de recherche

CDACI – Centre de droit des affaires et du commerce international, Faculté de droit, Université de Montréal

CPPI – Centre des politiques en propriété intellectuelle, Faculté de droit, Université McGill

Public Population Project in Genomics and Society, Centre d'innovation Génome Québec/Université McGill

Au Canada

Centre Paul-André Crépeau de droit privé et comparé, Faculté de droit, Université McGill

Centre for Innovation Law and Policies, Faculty of Law, University of Toronto

Joint Centre for Bioethics, University of Toronto

Health Law Institute, Faculty of Law, University of Alberta

Doctorat en sciences humaines appliquées, Université de Montréal

Centre canadien d'études allemandes et européennes, Université de Montréal

Centre de recherche du CHU Sainte-Justine, Centre hospitalier universitaire Sainte-Justice / Université de Montréal

Centre de recherche du CHUM, Centre hospitalier de l'Université de Montréal

Unité de recherche en neuroéthique de l'IRCM, Institut de recherches cliniques de Montréal

Hors du Canada

CERSA – Centre d'études et de recherches de science administrative, Centre national de recherche scientifique / Université Panthéon-Assas Paris II (France)

CECOJI – Centre d'études sur la coopération juridique internationale, Centre national de recherche scientifique / Université de Poitiers (France)

CRIDS – Centre de recherche Information, Droit et Société, Université de Namur (Belgique)

CERAPS – Centre d'études et de recherche administratives, politiques et sociales, Centre national de recherche scientifique / Université Lille-II Droit et Santé (France)

IRDA – Institut de recherches pour un droit attractif, Université Paris-XIII Nord (France)

GERN – Groupe européen de recherches sur les normativités, Centre national de recherche scientifique (France)

Centre de droit public, Université libre de Bruxelles (Belgique)

Autoritat Catalana de Protecció de Dades, (Autorité catalane de protection des données) (Espagne)

Fundaciòn Canadà, (Espagne)

Centro de Estudios de Derecho Ambiental de Tarragona (Centre d'études de droit de l'environnement de Tarragona, Université Rovira i Vigili (Espagne)

Max Planck Institute for Social Anthropology, Munich

Recherches du CRDP

Axe 1. Droit et nouveaux rapports sociaux

Les travaux de l'axe « **Droit et nouveaux rapports sociaux** » portent essentiellement sur l'ajustement continu en lien avec la nature même du droit qui cherche à évaluer, redéfinir, peser les rapports sociaux entre entités en opposition. Que ce soit entre majorité et minorité, entre développement économique et développement durable, entre les institutions juridiques et le justiciable, entre l'État et le citoyen quant au contrôle du second par le premier ou à la mise en forme des relations interpersonnelles ou des rapports commerciaux, les relations sont confrontées à des changements d'envergure qui demandent à être objectivés.

Les travaux menés sous cet axe s'articulent autour de la gouvernance en général et s'ouvrent à la vision offerte par la sociologie, la juriscomptabilité, la science politique, l'anthropologie, l'histoire et la philosophie. Le droit y est abordé à la fois comme production sociale et comme facteur structurant des rapports sociaux. Les thèmes abordés au sein de cet axe touchent notamment la gouvernance autochtone, la déontologie judiciaire et les nouvelles formes de la gouvernance étatique.

Les chercheurs principaux de l'axe participent à des projets, des publications et à l'organisation de nombreux colloques et conférences sur des thèmes aussi variés que la spéculation financière, le processus de nomination des juges ou encore la gouvernance des organisations.

Les projets de recherche en cours

- « État et cultures juridiques autochtones : un droit en quête de légitimité », [2013-2017] CRSH (Programme Savoir-Connexion)
  Collaborateur : **Jean-François Gaudreault-Desbiens**
  (Chercheur principal : Otis)

- « Inventaire et typologie des formes d'interdisciplinarité avec le droit. » [2015 - 2017]
  Organisme subventionnaire : UdeM/CRSH
  Chercheure principale : **Violaine Lemay**

- « Les pratiques pénales au Canada : vers un virage punitif des tribunaux » [2017-2020]
  Organisme subventionnaire : CRSH (Programme savoir)
  Co-chercheur : **Pierre Noreau**, Chercheur principal : Chloé Leclerc, Criminologie UdeM)

- « Accès au droit et à la justice » (ADAJ) [2016-2022]
  Organismes subventionnaires : Barreau, Chambre des notaires, Soquij, Sarrazin Plourde, Mitacs
  Chercheur principal : **Pierre Noreau**

- « ADAJ - Accès au droit, accès à la justice » [2016-2022]
  Organisme subventionnaire : CRSH
  Chercheur principal : **Pierre Noreau**

- « ADAJ - Accès au droit et à la justice » [2016- 2018]
  Organisme subventionnaire : CRSH
  Co- chercheure principale : **Catherine Piché**

- « La compensation du justiciable par le recours collectif » [2016-2018]
  Organisme subventionnaire : FQRSC
  Chercheure principale : **Catherine Piché**

- « La compensation du justiciable par le recours collectif » [2016-2018]
  Organisme subventionnaire : Fondation Claude Masse

Chercheure principale : **Catherine Piché**

- « Analyse juridiques du contrat logistique dans une perspective comparative en droit canadien et anglo-américain » [2016 – 2017]

  Organisme subventionnaire : Fondation pour la recherche juridique

  Collaborateur : **Stéphane Rousseau**

- « L'application des lois dans le secteur des valeurs mobilières » [2013 - 2017]

  Organisme subventionnaire **:** Autorité des marchés financiers; Fonds pour l'éducation et la saine gouvernance

  Chercheur collaborateur : **Stéphane Rouseau**

- « Protéger, respecter et réparer : les instruments d'élaboration et de mise en œuvre de la responsabilité sociale de l'entreprise » [2017-2019]

  Organisme subventionnaire : Fonds québécois pour la recherche sur la société et la culture (FRQ-SC)

  Chercheur principal : **Stéphane Rousseau**

- « La protection des investisseurs vulnérables » [2016-2018]

  Organisme subventionnaire : Fondation du Barreau du Québec/Fondation du droit de l'Ontario

  Chercheur principal : **Stéphane Rousseau**

Axe 2. Droit et technologies de l'information et des communications

Les travaux menés dans le cadre de l'axe **Droit et technologies d'information et des communications** visent à éclairer les mutations et redéfinitions induites dans les environnements technologiques au regard du droit et des autres normativités. Trois séries de questions rassemblent les chercheurs de cet axe, et ce, autour de trois grands types d'acteurs : en premier lieu, le cadre juridique et normatif du cyberespace s'intéresse à la place de l'État comme producteur de lois; en deuxième lieu, des mécanismes informels de régulation applicables aux technologies de l'information proviennent de communautés civiles ou marchandes dont on doit soit tenir compte soit critiquer; en troisième lieu, il importe d'analyser la production judiciaire des tribunaux au regard, d'une part, des droits fondamentaux qui sont souvent rééquilibrés face à la rapidité des changements sociaux et technologiques et, d'autre part, des nouveaux outils et les mutations induites par la cyberjustice.

L'avènement des plateformes de réseaux sociaux (Web 2.0) constitue un autre point de départ de plusieurs projets de recherche entrepris par les chercheurs, ce nouvel Internet permettant d'accorder une place encore plus importante à la construction de communautés. Plus d'une trentaine de projets de recherche ont été menés ou sont en cours dans le cadre de cet axe de recherche. Ces dernières années, les chercheurs ont produit près de 20 livres, 50 articles et autres contributions scientifiques et prononcé plus de 250 conférences.

L'axe « Droit et technologies de l'information et des communications » est particulièrement fier d'accueillir le Laboratoire de cyberjustice, plus grande infrastructure mondiale du genre qui s'est imposé comme un partenaire de choix pour plusieurs organismes internationaux dont la Banque mondiale, la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) et nationaux comme, le Centre canadien de technologie judiciaire, le Ministère de la justice du Québec et le Barreau du Québec. La réputation du CRDP repose également sur les travaux innovants menés par la Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique et la Chaire d'excellence de l'Université de Montréal en droit de la sécurité et des affaires électroniques.

Les projets de recherche en cours

- **«** Repenser le droit processuel : vers une cyberjustice » (2011-2018)
  Organisme subventionnaire : Conseil de recherche (GTRC) et Université de Montréal
  Chercheur principal : **Karim Benyekhlef**

- « Étude sur le cadre juridique de gestion de l'information judiciaire » [2014- …]
  Organisme subventionnaire : Ministère de la Justice du Québec
  Chercheur principal : **Karim Benyekhlef**

- « La justice mobile » [2014-2019]
  Organisme subventionnaire : Fondation canadienne de l'innovation, Fonds des Leaders
  Chercheur principal : **Karim Benyeklhef**

- « eCourt » [2015-2017]
  Organisme subventionnaire : ville de Québec
  Chercheur principal : **Karim Benyekhlef**

- « Réseau d'excellence pour l'étude du droit global » [2015…]
  Organisme subventionnaire : G3
  Co-chercheur : **Karim Benyekhlef**

- « Préstamos hipotecarios, Consumidores, mediacion obligatoria y online dispute résolution » [2016 – 2017]
  Organisme subventionnaire **:** Université de Barcelone
  Co-chercheur : **Karim Benyekhlef**

- « PARLe pilot project » [2016-2018|]
  Organisme subventionnaire : OPC
  Chercheur principal : **Karim Benyekhlef**

- « Condo Authority Tribunal » [2017-2018]
  Organisme subventionnaire : Condo Authority
  Chercheur principal : **Karim Benyekhlef**

- « Les incidences du moissonnage des mégadonnées judiciaires sur l'accès à la justice et la protection de la vie privée » [2017-2020]
  Organisme subventionnaire : CRSH
  Co-chercheur : **Karim Benyekhlef** (Chercheur principal : **Nicolas Vermeys)**

- « Regroupement Droit, Changements et Gouvernance » [2011-2017]
  Organisme Subventionnaire : FRQSC
  Chercheur principal : **Vincent Gautrais**

- « Regroupement sur la cybercriminalité » [2014-2017]
  Co-chercheur : **Vincent Gautrais**

- Groupe d'experts en recherche sur les intérêts des consommateurs [2014-2017]
  Organisme Subventionnaire : CRSH
  Collaborateur : **Vincent Gautrais**

- « Normativité individuelle : enjeux juridiques de la documentation » [2015 – 2018]
  Organisme subventionnaire : CRSH
  Chercheur principal : **Vincent Gautrais**

- « Droit et Accès à la justice (ADAJ) » [2016 – 2022]
  Organisme subventionnaire : CRSH
  Co-chercheur : **Pierre Trudel** (chercheur principal : **Pierre Noreau**)

- **«** Repenser le droit processuel : vers une cyberjustice » (2011-2018)
  Organisme subventionnaire : Conseil de recherche (GTRC) et Université de Montréal
  Co-chercheur : **Nicolas Vermeys** (Chercheur principal : **Karim Benyekhlef**)

- « Étude sur le cadre juridique de gestion de l'information judiciaire » [2014- …]
  Organisme subventionnaire : Ministère de la Justice du Québec
  co-chercheur **Nicolas Vermeys** (Chercheur principal : **Karim Benyekhlef**)

- « eCourt » [2015-2017]
  Organisme subventionnaire : **ville de Québec**
  Co-chercheur : **Nicolas Vermeys** (Chercheur principal : **Karim Benyekhlef**)

- « PARLe pilot project » [2016-2018|]
  Organisme subventionnaire : OPC
  Co-chercheur : **Nicolas Vermeys** (Chercheur principal : **Karim Benyekhlef**)

- « Droit et Accès à la justice (ADAJ) » [2016 – 2022]
  Organisme subventionnaire : CRSH
  Co-chercheur : **Nicolas Vermeys** (chercheur principal : **Pierre Noreau**)

- « Les incidences du moissonnage des mégadonnées judiciaires sur l'accès à la justice et la protection de la vie privée » [2017-2020]
  Organisme subventionnaire : CRSH
  Chercheur principal : **Nicolas Vermeys**

- « Condo Authority Tribunal » [2017-2018]
  Organisme subventionnaire : Condo Authority
  Co-chercheur : **Nicolas Vermeys** (Chercheur principal : **Karim Benyekhlef**)

Axe 3. Droit, santé et développement durable

L'axe « **Droit, santé et développement durable** » traite d'un domaine sujet à une évolution rapide qui influence la manière de réguler ce secteur de pointe. Aussi, depuis longtemps, les travaux réalisés au sein de cet Axe sont consacrés à l'examen de nombreuses questions tant juridiques qu'éthiques telles que la transplantation d'organes, la génomique, la politique des médicaments, les zoonoses, la protection de la santé publique la gouvernance de la recherche en santé, l'encadrement normatif des nanotechnologies, les mesures de contrôle de la réhabilitation des sols contaminés, les organismes génétiquement modifiés, etc. Nos chercheurs et collaborateurs travaillant sur les questions d'innovation en matière de santé humaine, d'environnement et d'agriculture ont ainsi développé et contribué à des projets consacrés aux aspects éthiques, environnementaux, légaux et sociaux.

Ces dernières années, les travaux des chercheurs de l'axe se sont concentrés sur droit de la santé et du droit du développement durable. Le CRDP accueille ainsi depuis 2013 la Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politique de la santé.

Les projets en cours

- **«** Réseaux stratégiques Programme sur les aspects du NE^{3}LS » [2015-2021]
  Développement d'un réseau de recherche et d'innovation pour l'étude des NE^{3}LS
  Organisme subventionnaire : Fonds de recherche du Québec - Société et Culture
  Co-chercheure : **Thérèse Leroux**
  (Chercheur principal : Marie-Hélène Parizeau)

- « Rémunération médicale et gouvernance clinique performante : une analyse comparative », [2014 à 2017]
  Organisme subventionnaire Fonds de recherche du Québec – Société et culture

Co-chercheure : **Catherine Régis** (chercheur principal : Jean-Louis Denis de l'ÉNAP)

- « Les plaintes des patients en France et au Québec : outil d'évaluation des risques sanitaires et d'amélioration des systèmes de santé », [2015-2017]
  Organisme Subventionnaire : Ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec et du ministère des Affaires étrangères et du Développement international de la République française (Consulat général de France à Québec) dans le cadre de la 65e session de la Commission permanente de coopération franco-québécoise
  Co-chercheure : **Catherine Régis**. Co-chercheure : **Anne Laude**, (Université Paris-Descartes)

- « L'Intégration des technologies de l'information dans le domaine de la santé » [2015-2017]
  Organisme subventionnaire : Chaire L.R. Wilson et Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé
  Co-chercheure : **Catherine Régis**, (Chercheurs principal : Vincent Gautrais)

- « Analyse critique du nouveau régime des directives médicales anticipées au Québec » [2016-2017]
  Organisme subventionnaire : Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé et autres (obtenues)
  Chercheure Principale : **Catherine Régis**

- « Analyse critique du nouveau régime des directives médicales anticipées au Québec » [2016- 2017]
  Organisme de financement : Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé et autres
  Chercheure principale : **Catherine Régis**

- « Analyse du rôle de l'expertise médicale judiciaire au regard de l'enjeu de l'accès à la justice » [2016-…]
  Organisme subventionnaire: Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH) dans le cadre du projet ADAJ: http://adaj.ca/
  Co-chercheure : **Catherine Régis**

- « Le rôle de la profession médicale dans les réformes de santé : analyse comparée Angleterre et Canada », projet de livre accepté pour publication auprès de Policy Press (Bristol University) [2017-2019]
  Organisme subventionnaire : Chaire de recherche du Canada sur le design et l'adaptation des systèmes de santé
  Co-chercheure : **Catherine Régis** (co-chercheurs : Jean-Louis Denis, Veronesi Gianluca, et Sabrina Germain)

- « Le Patient Accompagnateur, une Ressource Organisationnelle comme Levier pour une Expérience patient améliorée en oncologie (PAROLE-Onco) » [2017- 2021]
  Organisme subventionnaire : Instituts de recherche en santé du Canada, programme PASS
  Co chercheure **: Catherine Régis,** Chercheuse principale **:** Marie-Pascale Pomey

- « Subvention pour le développement de projet de recherche international », [2017-2018]
  Organisme de financement : Direction des affaires internationales de l'Université de Montréal
  Chercheure principale **: Catherine Régis**

- « ATRAP - Algal Blooms, Treatment, Risk Assessment, Prediction and Prevention through Genomics » [2016 – 2020]
  Organisme subventionnaire : Génome Québec/Canada, Projet multidisciplinaire
  Co-chercheur : **Hugo Tremblay**

- « Réseau pour la mise en place d'un consortium multisectoriel pour l'étude de l'environnement socio-écologique dans le golfe du Saint-Laurent », [à partir de 2015]
  Organisme subventionnaire : Fonds de recherche Nature et technologies, gouvernement du Québec
  Co-chercheur : **Hugo Tremblay**. Chercheur principal : **Philippe Archambault**

- « Les ententes intergouvernementales applicables aux eaux transfrontalières entre, le Québec et les provinces canadiennes et les états américains voisins »
  Organisme subventionnaire : CRSH
  Chercheur principal : **Hugo Tremblay**

- « Le droit des ressources naturelles et de l'énergie au Québec » [2017-2018]
  Organisme subventionnaire : Fondation du Barreau du Québec Ouvrage collectif de doctrine
  Co-chercheur : **Hugo Tremblay**

- « Le développement des substances minérales et des hydrocarbures à l'interface des usages du territoire » [2017-2019]
  Organisme subventionnaire : Chambre des notaires du Québec
  Chercheur principal : **Hugo tremblay**

- « À la recherche d'une tarification pancanadienne du carbone : la réalité juridique des ententes intergouvernementales pour lutter contre le réchauffement climatique », (2016-2017)
  Organisme subventionnaire **:** Fondation du Barreau
  Co-chercheure : **Hélène Trudeau**

- « ATRAPP - Algal Blooms, Treatment, Risk Assessment, Prediction and Prevention through Genomics », (2015-2019)
  Organisme subventionnaire **:** Génôme Québec/Canada
  Co-chercheure : **Hélène Trudeau**

Chaires de recherche

Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé

Titulaire : Pre Catherine Régis

L'objectif général de la Chaire sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé est de mieux comprendre et de modéliser le défi de la collaboration au sein des systèmes de santé, un enjeu ayant des retombées concrètes et notables sur leur viabilité. Dans son volet de recherche fondamentale, la Chaire cherche à approfondir la compréhension des enjeux et des facteurs de collaboration au sein des systèmes de santé. Cette compréhension des facteurs de coopération a des retombées directes en matière d'ingénierie des politiques publiques, en permettant une activité de régulation sociale basée sur une analyse plus fine des facteurs qui inhibent ou favorisent les collaborations souhaitées au sein du système de santé. Dans son volet de recherche appliquée, la Chaire incorpore le modèle collaboratif qui découle de son volet de recherche fondamental à travers différents projets de recherche spécifiques comme : les partenariats émergents privé-public de financement et de fourniture de soins et services; les mécanismes de prévention et règlement des différends qui doivent soutenir une gouvernance collaborative; la collaboration interprofessionnelle et interinstitutionnelle dans le secteur de la santé.

Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique

Titulaire : Pr Vincent Gautrais

La Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique consacre ses activités à l'étude des mutations du droit et des autres normativités encadrant les échanges dans le cyberespace. Elle vise à mieux comprendre le fonctionnement du droit et des autres normes de conduite et à mettre au point des stratégies pour assurer le bon déroulement des activités de commerce électronique et des autres interactions dans le cyberespace. La Chaire se donne pour mission de renforcer et de consolider les capacités de recherche dans le champ du droit des technologies de l'information et du commerce électronique.

Chaire Jean Monnet en droit de l'Union européenne

Titulaire : Pre. Nanette Neuwahl

Cette Chaire vise à pallier la pénurie de cours en droit de l'Union européenne au Québec et au Canada et à fournir les outils nécessaires aux étudiants qui désirent poursuivre des études supérieures dans cette discipline. Cet engagement envers ce domaine d'études est une première au Canada. Son programme d'activités renforce l'objectif de la Faculté de droit de l'Université de Montréal de préparer ses étudiants pour une carrière internationale, leur permettant de pratiquer le droit non seulement au Canada ou aux États-Unis, mais aussi à l'étranger, spécialement en Europe. La Chaire permet en effet de diversifier l'offre de cours en droit de l'Union européenne, tant pour les étudiants de premier cycle que pour ceux des études supérieures. En outre, la Chaire implique de jeunes chercheurs dans une série d'activités nouvelles en droit de l'Union européenne ou comparé, auxquelles peuvent être associés des professeurs étrangers spécialisés.

Chaire Lexum en information juridique

Titulaire : Pr. Karim Benyekhlef

Les objectifs scientifiques de la Chaire visent à favoriser des travaux et des activités aspirant à faciliter l'accès à la justice, l'accès au droit et les enjeux afférents au recours aux technologies de l'information dans le monde juridique. À ce titre, les enjeux socio-juridiques et techno-juridiques entourant l'avènement de la cyberjustice sont au cœur du programme scientifique de la Chaire.

Chaire en gouvernance et droit des affaires

Titulaire : Pr. Stéphane Rousseau

La Chaire a pour objectifs d'étudier comment le droit s'adapte pour encadrer les activités commerciales; d'étudier les problématiques reliées au droit des affaires et du commerce international et de proposer des solutions qui peuvent y répondre de façon efficace; d'assurer la formation de juristes et de chercheurs de premier plan, capables d'affronter la concurrence et aptes à devenir des chefs de file dans leur domaine; de transmettre des connaissances et de favoriser la coopération entre les milieux où évoluent les acteurs du droit des affaires et du commerce international.

La Chaire vise à maintenir de hauts standards de rigueur propres à la recherche universitaire, notamment par des débats, des échanges et des tests d'hypothèses abordés avec des méthodes scientifiques, quantitatives et qualitatives; réaliser des travaux et mener des activités sur des sujets d'intérêts pour les communautés universitaires et professionnelles de manière à contribuer à la réflexion et aux débats; mener des travaux de recherche et des activités sans parti pris, avec intégrité et honnêteté intellectuelle; fournir

des solutions aux défis auxquels font face les professionnels et les gens d'affaires par les activités de recherche et de formation.

Autres organisations de recherche associées directement au CRDP

Laboratoire de cyberjustice

Créé en 2010 par les professeurs Karim Benyekhlef de l'Université de Montréal et Fabien Gélinas de l'Université McGill, le Laboratoire de cyberjustice est un espace de réflexion et de création où les processus de justice sont modélisés et repensés. Plus précisément, l'équipe du Laboratoire analyse l'incidence des technologies sur la justice et développe des outils technologiques concrets et adaptés à la réalité des systèmes judiciaires. Bénéficiant d'une expertise universitaire et multidisciplinaire, l'équipe du Laboratoire est animée par plusieurs étudiants dynamiques ainsi que par des chercheurs et professionnels qualifiés. En plus de son équipe permanente, établie à l'Université de Montréal et à l'Université McGill, l'expertise du Laboratoire s'étend à l'échelle mondiale: son équipe internationale rassemble 20 universités et centres de recherche, 36 chercheurs et 9 partenaires.

Observatoire du droit à la justice (ADAJ)

Créé en 2005 par le professeur Pierre Noreau, l'Observatoire est composé d'une équipe de chercheurs et de professionnels issus de tous les horizons du droit, il vise à atteindre trois objectifs principaux : documenter empiriquement la situation de la justice au Québec; réfléchir sur les principes généraux qui sous-tendent le droit à la justice; proposer des solutions viables et efficaces au problème contemporain de l'accès à la justice. À travers une compréhension accrue du système de justice par le public et le développement des connaissances du droit, l'Observatoire cherche ainsi à rendre la justice accessible par l'élargissement de l'espace des communications entre le monde du droit et celui des sujets de droit.

Laboratoire sur les actions collectives

L'objectif premier du Laboratoire est de permettre échanges et réflexions entre praticiens, penseurs, chercheurs et juges intéressés par le droit et la pratique des recours collectifs au Québec et ailleurs au Canada et dans le monde. À cet égard, le Laboratoire agira comme plateforme de communication, d'échange d'informations, de lieu de rencontre. Ainsi, il servira de centre de réflexion quant à la réforme du droit des recours collectifs, autant ici qu'ailleurs à travers le monde. Dans un deuxième et tout aussi important ordre, le Laboratoire facilitera la collecte de données et statistiques judiciaires et la documentation de la pratique et du droit des recours collectifs, ainsi que la diffusion des connaissances sur

les plans théorique et empirique concernant le recours collectif. Cet exercice pourra se faire en coopération avec le Fonds d'aide aux recours collectifs, fonds québécois qui permet d'assurer le financement public du recours collectif à certaines conditions. Une plateforme virtuelle pourra à ces fins être mise en place et mise à jour, principalement sous la forme d'une page Web. Dans un troisième ordre, le Laboratoire permettra de stimuler l'enseignement du droit des recours collectifs au Québec et ailleurs en permettant l'enseignement de la matière au premier cycle et aux études supérieures, l'embauche d'assistants et d'adjoints à la recherche, le développement de programmes et de certificats ou spécialisations dans ce domaine.

http://www.classactionslab.ca/fr/about/missions/

OpenUM

OpenUM offre près de 150 sites à la communauté académique. Bénéficiant de différentes « Forces » (ForceVerte (lois annotées), ForceBleue (blogues collectifs), ForceRouge (sites de professeurs, de chercheurs, de centre de recherche), ForceOrange (revues scientifiques), ForceJaune (plateforme de vidéos), il s'agit de valoriser la mise en ligne des contenus académiques. OpenUM se présente comme un multiplicateur de connaissances. Aussi, avec les technologies nouvelles qui permettent désormais de mettre sur une même plateforme un contenu quel que soit le support utilisé (textuel, audio, vidéo, photo), il devient possible de favoriser la mise en place d'une « empreinte numérique » mieux contrôlée par le chercheur lui-même. Les chercheurs sont souvent les meilleurs « vendeurs » de leurs savoirs, les solutions OpenUM vise à leur offrir des solutions pour permettre une meilleure publicité de leurs travaux.

http://openum.ca/

Annexes

Annexe 1 : Les publications de 2017

CHERCHEUR-ES RÉGULIER-ES

Ouvrages

BENYEKHLEF Karim, (dir.), *Au-delà de la représentation : les figures de la démocratie*, Montréal, Éditions Thémis, 2017, 174 p.

NEUWAHL Nanette et BARRÈRE Sarah (dir.), *Cohérence et incohérence dans la gestion des migrations et de l'intégration*, Montréal, Éditions Thémis, 2017, 273 p.

RÉGIS Catherine, BENYEKHLEF Karim, WEINSTOCK Daniel (dir.), *Sauvons la justice ! 39 propositions pour agir*, Montréal, Éditions Del Busso, 2017, 213 p.

GAUDREAULT-DESBIENS Jean-François
BEAULAC Stéphane et **GAUDREAULT-DESBIENS Jean-François**, *Droit civil et common law : convergences et divergences /Common Law and Civil Law : A Comparative Primer*, Montréal, Éditions Thémis, 2017, 163 p.

MACKLEM Patrick, ROGERSON Carol, BAKAN Joel, BORROWS John, CHOUDHRY Sujit, ELLIOTT Robin**, GAUDREAULT-DESBIENS Jean-François**, GRESHNER Dona, LECLAIR Jean, LEE Ian, MOON Richard, RISK R.C.B, ROACH Kent, RYDER Bruce et SCHNEIDERMAN David (dir.), *Canadian Constitutional Law*, 5ième édition, Toronto, Emond Montgomery, 2017, 1512 p. (édition revue et augmentée des n° 5-8)

GAGNON Alain G. et **NOREAU Pierre** (dir.), *Constitutionnalisme*, *Droit et diversité : Mélanges en l'honneur de José Woehrling*, Montréal, Éditions Thémis, 2017, 623 p.

MOYSE Pierre-Emmanuel et **Vincent GAUTRAIS** (dir.), *Droit + Machine*, Éditions Thémis, Montréal, 2017, 214 p.

Chapitres de livre

BENYEKHLEF, Karim
« La résolution en ligne des différends de consommation : un récit autour (et un exemple) du droit postmoderne », dans Pierre-Claude LAFOND (dir.), *L'accès des consommateurs à la justice*, Montréal, Éditions Yvon Blais, 2010, p. 89-117

GAUTRAIS Vincent

« Réformer l'enseignement du droit : la course en avant », dans Mustapha MEKKI (Dir.), *Réformer l'enseignement du droit en France à la lumière des systèmes étrangers*, Coll. « Le club des juristes », Paris, LexisNexis, 2017, p. 67-94

« Contrat électronique : plus de 20 ans certes mais pas encore adulte », dans Georges Decocq, Pierre-Yves Gautier, Agathe Lepage et Jérôme Passa (Dir.), *Etudes en l'honneur du professeur Jérôme Huet*, Paris, LGDJ, 2017, p. 191-210

Vincent GAUTRAIS et Roxane FORTIN-LECOMPTE, « Art de rue : quelques enjeux en droit nord-américain », dans Géraldine Goffaux-Callebaut, Didier Guével et Jean-Baptiste Seube, Droit(s) et street art : De la transgression à l'artification, Paris, LGDJ, 2017, p. 95-112

Vincent GAUTRAIS et Pierre TRUDEL, « Mondialisation et Internet au Québec », dans Travaux de l'Association Henri Capitant des amis de la culture juridique française, *La mondialisation*, Bruxelles, Paris, Bruylant et LB2V, 2017, p. 895-916

NEUWAHL Nanette

"Responsible Treatment in the Field of Migration – *Opinion 2/13* and the Shifting Relationship between the ECHR and EU Law", in : NEUWAHL N. et BARRÈRE S. (dir.), *Cohérence et incohérence dans la gestion des migrations et de l'intégration*, Montréal, Éditions Thémis. 2017, p. 230-61

"Coherence in Migration Management and Integration Today – Reflections from an Observer of European Integration", in : NEUWAHL N et BARRÈRE S. (dir.), *Cohérence et incohérence dans la gestion des migrations et de l'intégration*, Montréal Éditions Thémis. 2017, p. 2-21

NOREAU Pierre

« Le rapport au religieux au Québec : Mesure empirique et fondements d'une crispation collective », dans Alain G. GAGNON et Pierre NOREAU (dir.), Droit et politique de la diversité : Mélanges en l'honneur de José Woehrling, Montréal, Éditions Thémis, 2017, p. 375-400

« Justice et prévisibilité », dans Catherine RÉGIS, Karim BENYEKHLEF, et Daniel WEINSTOCK (dir.), « Sauvons la justice », Montréal, DelBusso Éditeur, 2017, p. 127-128

TETANG Guy Azebove et **NOREAU Pierre**, « La Constitution », dans Nelson MICHAUD (dir.) *Comprendre l'État*, Québec, PUQ, 2017, p. 129-159

LECLERC Chloé et **NOREAU Pierre**, « L'arrêt Jordan des origines aux suites d'un problème judiciaire », dans *L'État du Québec 2018*, Montréal, Éditions Del Busso, Montréal, 2017, p. 158-165

TETANG Guy Azebove et **NOREAU Pierre**, « Seuil et choix constitutionnels », dans Jacqueline Bergeron et Marc Cheymol (dir.) *D'un seuil à l'autre, Approches plurielles, rencontres, témoignages,* Paris, Éditions des Archives Contemporaines (Coll. Erasmus expertise), 2017, p. 129-135

PICHÉ Catherine
« De la preuve », dans B. MOORE et al., *Code civil du Québec – Annotations – Commentaires*, Montréal, Éd. Yvon Blais, 2017, p. 2049-2113

RÉGIS Catherine
« Exiger la transparence en matière de santé » dans *Sauvons la justice ! 39 propositions pour agir*, C. Régis, B. Benyekhlef, D. Weinstock dir., Montréal, Éd. Del Busso, p. 133-138.

KHOURY Lara et **RÉGIS Catherine,** « Quebec's Contributions to Health Law and Policy Debates in Canada » dans Joanna Erdman, Vanessa Gruben et Erin Nelson (dir.), *Canadian Health Law and Policy*, 5e éd., Toronto, Lexis Nexis, 2017, p. 95-132

ROUSSEAU Stéphane
« L'obligation de surveillance des administrateurs : l'impact de la compliance sur sa reconnaissance et son évolution jurisprudentielles en Amérique du Nord », dans *P. Pailler et al., dir. Mélanges en l'honneur de Jean-Jacques Daigre : Autour du droit bancaire et financier et au-delà*, Paris, Joly Éditions, 2017, p. 337-347

« Le droit des sociétés cotées, 15 ans après la loi Sarbanes-Oxley : quel rôle pour les Autorités canadiennes en valeurs mobilières en matière de gouvernance ? », dans *Développements récents en droit des affaires*, Service de la formation continue – Barreau du Québec, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2017, p. 43-100

ROUSSEAU Stéphane et BROSSE Jean, « L'économie collaborative : quels modèles de régulation envisager ? », dans *I. Parachkévova et M. Teller, dir., Quelles régulations pour l'économie collaborative ?* Paris, Dalloz, 2017, p. 31-57.

TREMBLAY Hugo
« Le développement des hydrocarbures face à la fragmentation des juridictions dans le golfe du Saint-Laurent », dans *Christophe Krolik, dir., Le droit des ressources*

naturelles et de l'énergie – Où en sommes-nous ? Où allons-nous ? Montréal, LexisNexis, 2017, p. 51-64

« La justice et les générations futures » dans *Catherine Régis, Karim Benyekhlef, Daniel Weinstock, dir., Pour sauver la justice*, Montréal, Del Busso, 2017, p. 194-199

TREMBLAY Hugo, **KOLI** Kamelia
« L'impact de la fragmentation du droit sur le développement des hydrocarbures dans le Golfe du Saint-Laurent » dans *Philippe Archambault, Irene Schloss, Cindy Grant, Steve Plante, dir., Les hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent. Enjeux sociaux, économiques et environnementaux*, Rimouski, Notre Golfe, 2017, p. 215-246

BOURGAULT Daniel, ARCHAMBAULT Philippe, PELLETIER Emilien, PLANTE Steve, SCHLOSS Irene, **TREMBLAY** Hugo
« Données environnementales commercialement sensibles : une étude de cas » dans *Philippe Archambault, Irene Schloss, Cindy Grant, Steve Plante, dir., Les hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent. Enjeux sociaux, économiques et environnementaux*, Rimouski, Notre Golfe, 2017, p. 275-294

TRUDEL Pierre
« Les fondements de la protection des sources journalistiques dans l'univers médiatique du 21e siècle », dans Commission d'enquête sur la protection de la confidentialité des sources journalistiques, *Annexes du rapport*, Québec, les publications du Québec, 2017, p. 188-197.

« Garantir l'espace de la prise de parole » dans Catherine Régis, Karim Benyekhlef et Daniel Weinstock, *Sauvons la justice ! 39 propositions pour agir*, Montréal, DelBusso éditeur, 2017, pp.200-204.

« E-réputation et régulation des opinions sur Internet », dans Francine Charest, Christophe Alcantara, Alain Lavigne, Charles Moumouni, (dir.) *E-réputation et influenceurs dans les médias sociaux*, Québec, PUQ, 2017, 364 p. aux pages 95 à 108.

Vincent GAUTRAIS et **Pierre TRUDEL**, « Mondialisation et Internet au Québec », dans Travaux de l'Association Henri Capitant des amis de la culture juridique française, *La mondialisation*, Bruxelles, Paris, Bruylant et LB2V, 2017, p. 895-916

VERMEYS Nicolas
« Le document technologique et ses incidences en droit des affaires », dans *Développements récents en droit des affaires*, Cowansville, Yvon Blais, 2017, p. 1;

« Les incidences de l'*Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne* sur le commerce électronique… Quelles incidences ? », dans Hervé PRINCE, *Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union*

européenne (AECG) : esprit et dynamique d'un bilatéralisme nouveau, Cowansville, Yvon Blais, 2017,

Articles

GAUDREAULT-DESBIENS Jean - François
« Le droit de vote, la représentation effective et l'égalité des électeurs: de l'importance de prendre au sérieux un droit constitutionnel », (2017) 76 *Revue du Barreau*, 175-225

« Towards a Deontic-Axiomatic Theory of Federal Adjudication », dans: A. Lev (dir.), *The Federal Idea. Public Law between Governance and Political Life*, Oxford, Hart, 2017, 75-103

« The Role of Apex Courts in Federal Systems: Beyond the Law/Politics Dichotomy », [2017] 1 *Jus Politicum. Revue de droit politique*, 171-190, en ligne: « http://juspoliticum.com/article/The-Role-of-Apex-Courts-in-Federal-Systems-Beyond-the-Law-Politics-Dichotomy-1122.html »

« Can Quebec's Relative Autonomy within Canada be a Template for Tibet? », dans: R. Toniatti & J. Woelk (dir.), *Multinational Integration, Cultural Identity and Regional Self-Government. Comparative Experiences for Tibet*, (Londres, Routledge, 2017), 194-224

GAUDREAULT-DESBIENS Jean-François et POIRIER Johanne, « From Dualism to Cooperative Federalism and Back? Evolving and Competing Conceptions of Canadian Federalism », dans: P. Oliver, P. Macklem & N. Des Rosiers (dir.), *Oxford Handbook of the Canadian Constitution*, Oxford, Oxford University Press, 2017, 391-413

GAUDREAULT-DESBIENS Jean-François et JUTRAS Daniel, « L'expérience de l'École de droit de Science Po: observations d'outre-Atlantique », Commentaire, n° 159, automne 2017, 623-626

GAUDREAULT-DESBIENS Jean-François et LAVOIE Bernard « Control, Instrumentalization and Co-operation: The Relation between Law and Religion in Four National Contexts » dans S. Lefebvre & P. Brodeur (dir.) *Public Commissions on Cultural and Religious Diversity. Analysis, Reception and Challenges*, Routledge, London & New York, 2017, 151-165.

AMIRAUX Valérie et **GAUDREAULT-DESBIENS Jean-François**, « Libertés fondamentales et visibilité des signes religieux en France et au Québec: Logiques nationales versus non-nationales du droit ? », à paraître dans *Recherches sociographiques*, 2017, p. 22

GENDREAU Ysolde
GENDREAU Ysolde; MÉNARD Marc; ROUSSEL Ghislain ; TAILLEFER, Alexandre; TRUDEL, Pierre, *L'environnement numérique et la problématique du droit d'auteur, entre autres – Rapport du comité des sages*, Québec, Ministère de la Culture et des communications, 2017, p. 74

NEUWAHL Nanette,
"CETA as a Potential Model for (Post-Brexit) UK-EU Relations ", 22/3 *European Foreign Affairs Review* (2017), 279-301

NOREAU Pierre
NOREAU Pierre et BONIN Pierre-Oliver, « Faire droit, devenir juriste, Trajectoire des étudiants en faculté : une étude en contexte québécois », dans Lex Electronica, 2017, Vol. 22, 170-198

GENTELET Karine, WEBBER Jeremy et **NOREAU Pierre**, « Introduction : Le droit foncier en regard des réalités autochtones **»**, dans K. GENTELET, J. WEBBER et P. NOREAU « Complexité d'identité et de territoire » (dir.), *Recherche Amérindienne*, (2016) vol XLVI, 2-3 dossier thématique, 77-78.

PICHÉ Catherine,
« Le 'dialogue' des parties et la vérité plurielle comme nouveau paradigme de la procédure civile québécoise », (2017) 62:3 *McGill LJ* 1, p. 901-922

RÉGIS Catherine
BERNIER Louise et **RÉGIS Catherine**
« Regard critique sur le régime québécois des directives médicales anticipées comme véritable consécration de l'autonomie » (2017) 62 Revue générale de droit médical p. 35 - 64

FERRON PARAYRE Audrey, **RÉGIS Catherine** et France LÉGARÉ
« Informed consent from the legal, medical and patient perspectives : the need for mutual comprehension» (2017) 22 Lex Electronica, p. 2-12

GIRARD Marie-Andrée et **RÉGIS Catherine**
« La disparité des soins néonatals : le cas du Nunavik», Options Politiques, 5 janvier 2017, http://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/janvier-2017/la-disparite-des-soins-neonatals-le-cas-du-nunavik/

BAGLINIÈRE Laure et **RÉGIS** Catherine, «Le Régime d'examen des plaintes des patients au Québec : un outil efficace pour assurer le suivi des réformes du système de santé ?» 18 (2018) JDSAM, p. 115-119

ROUSSEAU Stéphane
« L'application de la *Loi sur les valeurs mobilières* aux prêts et autres montages contractuels », [2017] 2 *C.P. du N*. 215-250

« L'application de la législation sur les valeurs mobilières au Québec : une étude du rôle du Tribunal administratif des marchés financiers », (2017) 76 Revue du Barreau 1, 1-52

KOLLI Kamila et **ROUSSEAU** Stéphane
« Le contrat de prestations logistiques », (2017) 62 R.D. de McGill 1043-1100

TREMBLAY Hugo
« Le droit de l'eau face aux déluges bibliques et aux sécheresses millénaires : la gestion des conflits d'usage causés par la variabilité hydrologique » (2017) 58 - 3 Cahiers de droit, 383-424

BOURGAULT Daniel, **TREMBLAY** Hugo, SCHLOSS Irene, PLANTE Steve et ARCHAMBAULT Philippe
« Commercially sensitive" environmental data: a case study of oil seep claims for the Old Harry prospect in the Gulf of St. Lawrence », (2017), Case Studies in the Environment

TRUDEAU Hélène
« La protection des ressources partagées et de l'environnement à la lumière du droit constitutionnel canadien : quel rôle pour le fédéralisme coopératif ?», dans Service de la Formation continue, Barreau du Québec, Développements récents en droit de l'environnement (2017), Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2017 (40 pages)

ARBOUR Jean-Daniel, LAVALLÉE Sophie, SOHNLE Jochen, **TRUDEAU Hélène**
« Le droit international de l'environnement : 2015-2016 ou les jours fastes avant l'arrivée du cyclope » (2017) 3 *Revue juridique de l'environnement* 525-547

LACHAPELLE Erick, PAPY Jacques, PINEAU Pierre-Olivier et **TRUDEAU Hélène**,
« Enquête sur les entreprises touchées par le Système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre du Québec » (SPEDE), Rapport Bourgogne, CIRANO, 2017, 48 pages

TRUDEL Pierre
« Moteurs de recherche, déréférencement, oubli et vie privée en droit québécois », (2016) 21 Lex electronica 89. En ligne : http://www.lex-electronica.org/s/1535.

« La neutralité d'Internet en droit canadien », *Repères*, Août 2016, EYB2016REP2023.

« Mutations numériques et droit des médias », *Droit Montréal*, Automne 2016, p. 18-19.

Rapports de recherche

NEUWAHL Nanette
CETA comme modèle potentiel pour les relations entre le Royaume-Uni après le Brexit. Pour discussion à l'Université de Rennes

CETA as a Potential Model for (Post-Brexit) UK-EU Relations. Research report submitted for discussion at the Université de Rennes, 24 April 2017

NOREAU Pierre
Étudiants en droit, La distinction : Effet d'origine et auto-sélection des étudiants de droit, texte soumis au Colloque annuel de l'Association des professeurs de droit du Québec (APDQ), 15 avril 2017, 7 pages

Lecture et analyse du document Vision Stratégique 2027 de l'Université de Neuchâtel, 13 mars 2017, 3 pages

PICHÉ Catherine et **NOREAU Pierre**, *Civil Justice Reform in Quebec and Canada,* Rapport soumis à l'Organisation des États Américains, 7 décembre 2017, 134 pages

RÉGIS Catherine
GHOZIA Amel, LAUDE Anne , **RÉGIS Catherine**, « Le Régime de traitement des plaintes des usagers dans les établissements de santé : approche comparée France-Québec », projet subventionné par le Ministère des relations internationales et de la Francophonie du Québec ainsi que ministère des Affaires étrangères et du Développement international de la République française, février 2017

TREMBLAY Hugo
Catherine Potvin et al. (**Hugo TREMBLAY** : collaborateur)
Re-energizing Canada – Pathways to a Low-Carbon Future, Rapport final, résultat d'un mandat de Ressources Naturelles Canada, mai 2017

GENDREAU Ysolde; MÉNARD Marc; ROUSSEL Ghislain ; TAILLEFER, Alexandre; **TRUDEL, Pierre**, *L'environnement numérique et la problématique du droit d'auteur, entre autres – Rapport du comité des sages*, Québec, Ministère de la Culture et des communications, 2017, 74 p.

Mémoire

TREMBLAY Hugo
Association des producteurs de canneberge du Québec, Projet de loi 132 – Loi concernant la conservation des milieux humides et hydriques », Mémoire déposé à la Commission des transports et de l'environnement de l'Assemblée nationale du Québec, 16 mai 2017, 11 pages

Blogues

BENYEKHLEF Karim

Essais

« Les secrets du droits »
http://www.karimbenyekhlef.ca/blogue/2017/07/11/les-secrets-du-droit/

« Une introduction au droit global »
http://www.karimbenyekhlef.ca/blogue/2017/01/08/une-introduction-au-droit-global/

« Le droit global : vers un équilibre des intérêts économiques et des droits économiques et sociaux et pour le maintien de la délibération collective »

http://www.karimbenyekhlef.ca/blogue/2017/01/06/le-droit-global-vers-un-equilibre-des-interets-economiques-et-des-droits-economiques-et-sociaux-et-pour-le-maintien-de-la-deliberation-collective/

Préface / Avant-propos

Neuwahl Nanette

Hervé Prince (dir.), Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne. Esprit et dynamique d'un bilatéralisme nouveau *Éd. Yvon Blais* 2017. ISBN 978-2-89730-308-2, Pbk xxvi+ 531pages, pp. ix-xvi.

Articles de vulgarisation et opinion

VERMEYS Nicolas et **Karim BENYEKHELF**
« *Ontario's First Online Tribunal »,* (2017) *Slaw*

« *Technology Remains an Afterthought for Many Within the Legal System »,* (2017) *Slaw*

« ODR for NAFTA », (2017) *Slaw*

« WanaCry as a Reason Why Courts Should Invest More NOT Less in Technology », (2017) *Slaw*

« How ODR Can Benefit From R. v. Jordan… How R. v. Jordan Can Benefit From ODR », (2017) *Slaw*

« Publicly Funded Consumer ODR Is Now a Reality in Quebec », (2017) *Slaw*

TRUDEL Pierre

« Prendre au sérieux le piratage informatique », Le Devoir, Opinion, 04/17/2018. ledevoir.com

« Droits et libertés vestimentaires », Le Devoir, Opinion, 04/10/2018. ledevoir.com

« Facebook: les leçons d'un scandale », Le Devoir, Opinion, 03/27/2018. ledevoir.com

« Visages et vie privée », Le Devoir, Opinion, 03/20/2018. ledevoir.com

« La valeur de nos données personnelles », Le Devoir, Opinion, 03/13/2018. ledevoir.com

« Les médias publics, ce service essentiel », Le Devoir, Opinion, 03/06/2018. ledevoir.com

« Le travail en «économie collaborative », Le Devoir, Opinion, 02/27/2018. ledevoir.com

« Critiquer à ses risques et périls », Le Devoir, Opinion, 02/21/2018. ledevoir.com

« La modération extrême de YouTube », Le Devoir, Opinion, 02/13/2018. ledevoir.com

« Les risques des réseaux sociaux », Le Devoir, Opinion, 02/06/2018. ledevoir.com

« Vers la censure des moteurs de recherche? », Le Devoir, Opinion, 01/30/2018. ledevoir.com

« Leçons d'un téléphone confisqué », Le Devoir, Opinion, 01/23/2018. ledevoir.com

« Les réseaux sociaux sont des places publiques privées », Le Devoir, Opinion, 01/16/2018.ledevoir.com

« Internet a toujours été réglementé », Le Devoir, Opinion, 01/09/2018. ledevoir.com

« En finir avec la «taxe» Netflix », Le Devoir, Opinion, 01/03/2018. ledevoir.com

« Informer et protéger », Le Devoir, Opinion, 12/19/2017. ledevoir.com

« Le caractère privé des textos », Le Devoir, Opinion, 12/12/2017. ledevoir.com

« Les revenus de l'information », Le Devoir, Opinion, 12/05/2017. ledevoir.com

« La fin de la neutralité d'Internet? », Le Devoir, Opinion, 11/28/2017. ledevoir.com

« Les villes intelligentes », Le Devoir, Opinion, 11/21/2017. ledevoir.com

« Le mot «F–k» n'est plus vulgaire! », Le Devoir, Opinion, 11/14/2017. ledevoir.com

« L'intelligence artificielle «responsable », Le Devoir, Opinion, 11/07/2017. ledevoir.com

« La présomption d'innocence », Le Devoir, Opinion, 10/31/2017. ledevoir.com

« Les abus de pouvoir et leurs lois », Le Devoir, Opinion, 10/24/2017. ledevoir.com

« Fausses nouvelles et vraies actions.,Le Devoir, Opinion, 10/17/2017. ledevoir.comledevoir.com

« Penser les politiques numériques », Le Devoir, Opinion, 10/03/2017. ledevoir.com

« Les cyber-États souverains », Le Devoir, Opinion, 09/26/2017. ledevoir.com

« La «taxe» de la désinformation », Le Devoir, Opinion, 09/20/2017. ledevoir.com

« Frontière et effectivité des lois », Le Devoir, Opinion, 09/12/2017. ledevoir.com

« Le prix du «cheap speech» », Le Devoir, Opinion, 09/05/2017. ledevoir.com

« Faire la morale aux médias », Le Devoir, Opinion, 08/29/2017. ledevoir.com

« La transparence et le politique », Le Devoir, Opinion, 08/22/2017. ledevoir.com

« Liberté d'expression: l'Europe diffère du Canada », Le Devoir, Opinion, 07/18/2017. ledevoir.com

« Internet: la fin du mythe », Le Devoir, Opinion, 07/11/2017. ledevoir.com

« Justice différée, justice niée », Le Devoir, Opinion, 06/20/2017. ledevoir.com

« La modération sur Facebook », Le Devoir, Opinion, 06/13/2017. ledevoir.com

« Raïf Badawi et le blasphème », Le Devoir, Opinion, 06/06/2017. ledevoir.com

« Industrie numérique : Nos vies réglementées », Le Devoir, Opinion, 05/30/2017. ledevoir.com

« Netflix et les règles du jeu », Le Devoir, Opinion, 05/23/2017. ledevoir.com

« Les deux tribunaux », Le Devoir, Opinion, 05/16/2017. ledevoir.com

« ACCÈS À L'INFORMATION Le mystère de la clé USB », Le Devoir, Opinion, 05/09/2017. ledevoir.com

« Le défi autour de la vie privée », Le Devoir, Opinion, 05/02/2017. ledevoir.com

« De quoi Facebook est-il responsable? », Le Devoir, Opinion, 04/25/2017. ledevoir.com

« La justice n'est pas une priorité », Le Devoir, Opinion, 04/18/2017. ledevoir.com

« Dispositifs d'écoute: des objets dangereux », Le Devoir, Opinion, 04/11/2017. ledevoir.com

« La liberté d'expression et ses limites », Le Devoir, Opinion, 04/04/2017. ledevoir.com

« Le vrai danger de l'affaire Andrew Potter », Le Devoir, Opinion, 03/28/2017. ledevoir.com

« Responsabilité ministérielle », Le Devoir, Opinion, 03/21/2017. ledevoir.com

« Le droit à la déconnexion », Le Devoir, Opinion, 03/14/2017. ledevoir.com

« En finir avec l'anonymat? », Le Devoir, Opinion, 03/07/2017. ledevoir.com

« Juristes au service de l'État », Le Devoir, Opinion, 02/28/2017. ledevoir.com

« Les algorithmes », Le Devoir, Opinion, 02/21/2017. ledevoir.com

« Médias locaux et réflexes numériques », Le Devoir, Opinion, 02/14/2017. ledevoir.com

« Discours haineux et propos choquants », Le Devoir, Opinion, 02/07/2017. ledevoir.com

« Le numérique fait éclater le miroir », Le Devoir, Opinion, 01/31/2017. ledevoir.com

« Domestiquer les médias », Le Devoir, Opinion, 01/24/2017. ledevoir.com

« La concurrence des vérités », Le Devoir, Opinion, 01/17/2017. ledevoir.com

« Des nouvelles périssables? », Le Devoir, Opinion, 01/10/2017. ledevoir.com

« Le flagrant délit des radars photo », Le Devoir, Opinion, 01/03/2017. ledevoir.com

« Demander des comptes à Big Brother », Le Devoir, Opinions, 12/20/2016. ledevoir.com

« Comment établir si un texte est diffamatoire? », Le Devoir, Opinions, 12/13/2016. ledevoir.com

« Faussetés et vérités sur les réseaux sociaux », Le Devoir, Opinions, 12/06/2016. ledevoir.com

« Surveiller le surveillant », Le Devoir, Idées, 8 novembre 2016. ledevoir.com

« Journalisme et démocratie », Le Devoir, Idées, 11/01/2016. ledevoir.com

« Deux logiques », Le Devoir, Idées, 10/25/2016. ledevoir.com

« Censurer celles qui dénoncent la culture du viol », Le Devoir, Opinions, 19 octobre 2016. ledevoir.com

« La transparence vidée de son sens », Le Devoir, Opinions, 10/18/2016. ledevoir.com

« Quelle portée pour la liberté d'expression humoristique ? », Le Devoir, Analyse, 14 octobre 2016. ledevoir.com

« Politique numérique: Réglementation de l'État ou de Google et Facebook ? », Le Devoir, numérique, 10/11/2016. ledevoir.com

« Vie privée – Moderniser les outils du Commissaire », Le Devoir, Opinions, 10/04/2016. ledevoir.com

« Matériel journalistique: des réflexes à baliser », Le Devoir, 09/27/2016. ledevoir.com

« Brandir l'image pour se faire justice? », Le Devoir, Idées, 09/20/2016. ledevoir.com

« Facebook et la nudité », Le Devoir, Idées, 09/13/2016. ledevoir.com

CHERCHEUR-ES INVITÉ-ES

Michèle STANTON JEAN

Ouvrage

LAVIGNE Marie et **STANTON-JEAN Michèle**, *Idola Saint-Jean: l'Insoumise,* Montréal, Les éditions Boréal, 2017.

HERVÉ Christian, **STANTON-JEAN Michèle**, MAMZER Marie-France, directeurs. *La Participation des patients,* Paris, Dalloz, 2017.

Chapitre de livre

STANTON-JEAN Michèle, « La justice en santé cela se fait du bas vers le haut », dans Catherine Régis, Karim Benyekhlef et Daniel Weinstock, *Sauvons la justice*, Montréal, Del Busso, p.180-183.

Articles

STANTON-JEAN Michèle, « La justice en santé, cela se fait du bas vers le haut », in Catherine Régis, Karim Benyekhlef et Daniel Weinstock, *Sauvons la justice,* Montréal, Delbusso, 2017, p.180-183.

CALLU Marie-France et **STANTON-JEAN Michèle**, « La relation triangulaire entre le patient (lucide), la famille et l'équipe médicale », Manuel francophone d'étude de cas cliniques en Bioéthique, Paris, MA- éditons Eska, 2017, p. 223-232.

HERVÉ Christian et **STANTON-JEAN Michèle**, « Conclusion », in Hervé, Christian, Michèle Stanton-Jean, Marie-France Mamzer, directeurs. *La Participation des patients,* Paris, Dalloz, 2017, p.243-246.

CALLU Marie-France et **STANTON-JEAN Michèle**, « La relation triangulaire entre le patient (lucide), la famille et l'équipe médicale », Manuel *francophone d'étude de cas cliniques en Bioéthique*, Paris, MA- éditons Eska, *2017*, p. 223-232.

Conférences

« Responsible Science and Integrity : Considerations on open data management » dans Panel Responsible Openess: What you need to know to get started today , 18 septembre 2017

« Vers de nouveaux sommets en éducation des adultes 35 ans après le Rapport Jean: qu'est-ce qui a été accompli et que reste-t-il à réaliser », Conférence d'ouverture du Panel, ACFAS, Montréal, Université McGill, 9 mai 2017

« Quelle diffusion de la science et de la culture scientifique : d'hier à demain », panel, ACFAS Montréal, Université McGill. 5 mai 2017

Annexe 2 : Les conférences

Dans sa programmation annuelle, le CRDP organise quatre types de conférence.

Le cycle de conférences

Interaxe

- 16 janvier 2017 **« Health and Social Justice »**

Conférencière: Alicia Ely Yamin
Alicia Ely Yamin, JD MPH, is Program Director of the Health and Human Rights Initiative at the O'Neill Institute for National and Global Health Law at Georgetown University and Visiting Professor of Law at Georgetown Law Center. Yamin is also an Adjunct Lecturer on Law and Global Health at the Harvard TH Chan School of Public Health, a Global Fellow at the Centre for Law and Social Transformation in Norway, and was selected as the 2015-16 Marsha Lilien Gladstein Visiting Professor of Human Rights, University of Connecticut. Trained in both law and public health at Harvard, Yamin's 20-year career at the intersection of health and human rights has bridged academia and activism. Yamin is known globally for her pioneering scholarship and advocacy in relation to economic and social rights and rights-based approaches to health, and in particular maternal and sexual and reproductive health. She has contributed to and consulted on the drafting of multiple General Comments by UN treaty bodies, as well as UN Human Rights Council resolutions.

Répondante : Catherine Régis
Professeure à la Faculté de droit de l'Université de Montréal, elle est titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé

Résumé
La professeure **Alicia Yamin** donnera une conférence sur l'interrelation entre la santé et la justice sociale. Cette conférence est organisée par la Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé ainsi que le Regroupement Droit, Changements et Gouvernance de l'Université de Montréal.

Les matinées constitutionnelles

- 24 février 2017 **« Revitalisation des langues autochtones et réconciliation : l'urgence d'agir »**

Conférencière : Naomi Metallic
She hails from the Listuguj Mi'gmaq First Nation located on the Gaspé Coast of Quebec, known as the Gespegewagi district of Mi'kma'ki. I speak English, French and a little Mi'gmaq (it is a life goal of mine to become more fluent). After nearly 10 years of a very rewarding practice in Aboriginal law, I decided to make the move to academia to continue my work for First Nations in a different way — through teaching, writing, and speaking about the issues facing Aboriginal peoples in Canada and how the law can be a tool for reconciliation and improving the lives of Indigenous peoples.

Résumé
La professeure Metallic fera état des garanties juridiques – et des lacunes – relatives à la protection des langues autochtones. Elle traitera ensuite de l'urgence que les ordres de gouvernement légifèrent en la matière et apportent un soutien financier aux projets de revitalisation de ces langues.

- 27 mars 2017 **« Constitutional Architecture for Divided Societies »**

Conférencière : Cheryl Saunders
Cheryl Saunders has specialist interests in Australian and comparative public law, including comparative constitutional law and method, intergovernmental relations and constitutional design and change. She is a President Emeritus of the International Association of Constitutional Law, a former President of the International Association of Centres for Federal Studies, a former President of the Administrative Review Council of Australia and a senior technical advisor to the Constitution Building program of International IDEA. She has held visiting positions in law schools in many parts of the world and is an officer of the Order of Australia and a Chevalier dans l'Ordre National de la Legion d'Honneur of France.

Résumé
This seminar will explore ways of thinking about and determining processes for constitutional design in divided societies. In doing so, it will draw on a range of cases in which constitutional transition is presently ongoing, many of which have been affected by conflict. It will draw a contrast between these and other states in which change is proposed in relatively peaceful circumstances, of which Canada and Australia are examples.

- 6 octobre 2017 **« La fédération canadienne post-150 : une conversation autour des propositions du Québec »**

Conférencier : Jean-Marc Fournier
Jean-Marc Fournier a obtenu sa licence en droit de l'Université de Montréal en 1981 et son diplôme de l'École du Barreau en 1982. Il a œuvré comme avocat plusieurs années au sein de cabinets privés et a complété une Maîtrise en droit public de l'Université de Montréal en 1991. En 1994, il a été élu pour la première fois comme député dans la circonscription de Châteauguay. Il a été réélu comme député de Châteauguay en 1998, 2003 et 2007. Au cours de cette période, il a occupé les fonctions de ministre des Affaires municipales, du Sport et

du Loisir, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ministre du Revenu et ministre responsable de la Réforme parlementaire. Il a été nommé ministre de la Justice et ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information en août 2010. Il a ensuite été élu député de la circonscription de Saint-Laurent à l'élection partielle du 13 septembre 2010. Il a été réélu député de la circonscription de Saint-Laurent aux élections générales du 4 septembre 2012. Il a alors occupé les fonctions de Chef de l'opposition officielle du 19 septembre 2012 au 8 décembre 2013. Le 7 avril 2014, il a été réélu pour une troisième fois comme député de Saint-Laurent. En plus d'être leader parlementaire du gouvernement, il est aujourd'hui ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne.

Résumé
https://www.sqrc.gouv.qc.ca/secretariat/salle-de-nouvelles/communiques/details.asp?id=302

- 22 novembre 2017 **« La Constitution du Canada de 2017 : un exercice de réinvention de la loi fondamentale d'un État plurinational »**

Conférencière : Johanne Poirier
https://www.mcgill.ca/law/fr/about/profs/poirier-johanne

Conférencier : Daniel Turp
http://droit.umontreal.ca/faculte/lequipe/corps-professoral/fiche/in/in14235/sg/Daniel%20Turp/

Résumé
Peut-on imaginer ré-écrire la Constitution du Canada afin de la rendre plus lisible, et surtout plus en adéquation avec le Canada d'aujourd'hui ? : Nos étudiant.e.s l'ont fait !!

En 2017, dans le cadre d'un séminaire conjoint, 26 étudiant.e.s des Facultés de droit de l'Université McGill et de l'Université de Montréal ont participé à une simulation d'assemblée constituante. Le texte final de la « Constitution du Canada 2017 » a été adopté, en séance plénière, dans l'édifice du Parlement à Ottawa. Il est maintenant disponible… Évidemment, il s'agit d'un exercice pédagogique, avec les limites évidentes que cela implique. Mais le processus et le résultat démontrent qu'il est possible de briser le « tabou constitutionnel » et de parler sereinement des règles qui doivent guider notre démocratie et présider à notre « vivre-ensemble ».

Venez entendre ces étudiant.e.s – et les deux professeurs qui ont encadré l'exercice, lors d'une séance des Matinées constitutionnelles/Constitutional Moments, qui se déroulera le 22 novembre 2017 à la Salle du Tribunal-école de la Faculté de droit de McGill.

Droit de l'art

- 14 mars 2017 **« Les frontières de l'art »**

Conférencier : Sylvain Caron
« L'œuvre d'art totale : utopie et réalités »
Depuis 1998, Sylvain Caron enseigne l'écriture et la musicologie. Il a occupé le poste de vice-doyen pendant 12 ans et a contribué à l'évaluation et au développement des programmes de la Faculté de musique. Les domaines de recherche de Sylvain Caron touchent à la musique française sous la 3e République (1871-1939), à la musique religieuse et aux rapports entre interprétation, analyse et expression. Son enseignement se partage entre l'harmonie, le contrepoint, la fugue, la mélodie française, les relations entre musique et symbolisme, et à l'approche comparative entre musique et beaux-arts.

Pierre-Emmanuel Moyse
« Modernisation du droit d'auteur et modernisme »
Professeur à la Faculté de droit de l'Université McGill et directeur du Centre des politiques en propriété intellectuelle. Il est le fondateur et l'éditeur de la série sur l'Innovation et la Concurrence aux Éditions Thémis et il dirige le Jurisclasseur Propriété Intellectuelle au Québec aux éditions LexisNexis.
Le professeur Moyse effectue des recherches sur les coûts sociaux et juridiques de l'innovation et étudie le rôle que joue la propriété intellectuelle dans le discours du droit fiscal, du droit du travail et du droit du commerce. En 2014–15, il a enseigné un nouveau cours sur le droit de l'innovation à la Faculté de droit Buchmann de l'Université de Tel Aviv et a été chercheur invité à l'Université Paris II Panthéon-Assas et Paris XI. In 2015, il a créé un nouveau cours novatif intitulé "IP in the Making" en collaboration avec Patrimoine Canada et Innovation, Sciences et Développement économique Canada, qui vise à initier les étudiants de 3e et 4e année à l'art et à la science des politiques publiques.
Le professeur Moyse enseigne la propriété intellectuelle, le droit commercial, le droit de la propriété et la preuve en droit civil. Comme avocat, agent de marque déposée et expert, il est fréquemment invité à intervenir et à plaider devant les tribunaux. Il a plaidé avec succès la cause *Euro-Excellence* c *Kraft Canada* devant la Cour suprême du Canada en 2007, l'une des décisions les plus importantes des dernières années en droit de la propriété intellectuelle.

Résumé
Appropriation culturelle et liberté d'expression : la propriété intellectuelle à l'heure de la réconciliation.
L'imitation est peut-être parfois une forme de flatterie, mais elle peut être aussi un acte de domination voire de spoliation. On emprunte pour parodier, pour critiquer, mais on copie aussi pour profiter. Nos lois sanctionnent le contrefacteur quels que soient les motifs de son acte. Pourtant, dans le cas de l'art premier, de l'art autochtone et du savoir traditionnel, il semble que l'emprunt demeure souvent impuni. Nous chercherons à expliquer pourquoi. De la coiffe traditionnelle utilisée comme enseigne à la commercialisation industrielle de

recettes médicinales locales, la propriété intellectuelle doit-elle aussi prendre le chemin de la réconciliation ?

Droit et changement

Droit + Changement + Environnement

- 14 février 2017 **« Droit, changement et environnement »**

Conférencier : Hugo Tremblay
Hugo Tremblay est professeur à la Faculté de droit de l'Université de Montréal, spécialiste de droit des ressources naturelles.
Il est par ailleurs Directeur du programme de Business Law in global context.

Résumé
Les changements climatiques causent des crises et des urgences civiles sans précédent, entrainent des événements météorologiques extrêmes, et provoquent des effets de seuil qui menacent la stabilité des processus naturels. Désormais, le droit ne peut plus se rabattre sur la prémisse implicite de stabilité qui sous-tend les régimes de gestion des ressources naturelles et de l'environnement naturel et bâti. Pour s'adapter au contexte, le droit devrait être en mesure de faire face à des événements uniques et inattendus, ce qui contrarie son fonctionnement comme structure de gestion prévisible et stable des rapports sociaux. Cette conférence explore par des illustrations choisies la tension entre le changement et la permanence qui naît de l'interface entre le droit et les crises climatiques.

Droit + Changement + Économie de partage

- 28 mars 2017 **« Le néolibéralisme et la légalité des plateformes de marché en ligne »**

Conférencier : Derek McKee
Derek McKee est membre du barreau de l'Ontario depuis 2007 et professeur à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke depuis 2012. Le professeur McKee a commencé sa formation universitaire à l'Université Harvard, où il a obtenu son baccalauréat ès arts en arts visuels et anthropologie sociale. Il a poursuivi une formation en droit civil et en common law à l'Université McGill. Il a ensuite travaillé, en 2006-2007, à la Cour suprême du Canada comme auxiliaire juridique auprès de la juge en chef Beverley McLachlin. En 2013, il a complété sa thèse doctorale à la Faculté de droit de l'Université de Toronto. Intitulée « Internationalism and Global Governance in Canadan Public Law », cette oeuvre porte sur la gouvernance mondiale dans les domaines du développement, de l'environnement, et des médicaments, et son influence sur les lois intérieures visant ces enjeux internationaux. Au cours de ses études doctorales, il a été boursier du gouvernement de l'Ontario, du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), et de l'Université de Toronto.

Résumé

Le Néolibéralisme et la légalité des plateformes de marchés en ligne

Les plateformes en ligne pour l'échange des locations et des services soulèvent des questions juridiques difficiles. Pourtant, certains observateurs se sont empressés de mettre de côté ces questions ou de soutenir que c'est plutôt le droit qui pose un problème. Cet article repère les sources intellectuelles de telles réactions. Ces sources intellectuelles peuvent généralement être associées avec le néolibéralisme, y compris sa description de marchés comme à la fois spontanés et fondés sur des institutions, ainsi que sa distinction entre le droit qui fournit l'infrastructure pour les marchés et le droit qui s'ingère dans les marchés. Le cyberlibertarianisme et le discours d'une « économie du partage » jouent également un rôle. Néanmoins, il existe des lacunes dans ces prémisses théoriques et dans leur application dans ce contexte. Les plateformes ne sont aucunement spontanées ; en plus, la distinction néolibérale entre le bon et le mauvais droit est indéfendable. Les réponses dédaigneuses aux questions juridiques entourant les plateformes sont par conséquent injustifiées.

Droit + Changement + Radicalisation

- 10 mai 2017 **« Le droit sous l'effet des « politiques publiques de lutte contre le terrorisme »**

Conférencier : Benjamin Ducol

Ph.D est responsable de l'équipe de recherche du Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence. Titulaire d'un doctorat en science politique de l'Université Laval, Benjamin Ducol est professeur associé au département de communication sociale et publique de l'UQAM, chercheur associé à la Chaire de recherche du Canada sur les conflits et le terrorisme et au Centre international de criminologie comparée (CICC), ainsi que membre du réseau pancanadien Canadian Network for Research on Terrorism, Security & Society (TSAS). Ses champs de spécialisation s'articulent autour des radicalités militantes liées au jihadisme, des processus de radicalisation à l'ère du numérique et des mobilisations de victimes du terrorisme. Il est l'auteur de plusieurs chapitres et articles scientifiques parus dans les revues Terrorism and Political Violence, Media, War and Conflict, Civil Wars, Sécurité et Stratégie ou encore Journal for Deradicalization.

Résumé

Au cours des deux dernières décennies, l'émergence de « politiques publiques de lutte contre le terrorisme » au sein de divers États a contribué à faire du droit une ressource centrale de ce domaine d'action publique. Ces dernières font intervenir le droit à la fois comme outil de création d'un processus normatif (ex. définition du légal et de l'illégal), mais également dans la production d'une régulation du phénomène visé et des modes d'action qui s'y rattachent au sein de l'espace public. À partir d'un regard croisé entre deux contextes (le Canada et la France), cette conférence visera à esquisser l'adaptation du droit aux réalités nouvelles du fait terroriste et à la manière dont les « politiques publiques de

lutte contre le terrorisme » tentent de saisir une réalité de plus en plus complexe au travers de la production de nouvelles normes juridiques. Elle visera également à explorer comment ces « politiques publiques de lutte contre le terrorisme » entrent aujourd'hui en tension avec des normativités formelles et informelles au sein de l'espace public qui se voient aujourd'hui confrontées, renégociées et chamboulées. Il s'agira finalement d'explorer comment ces dernières participent en retour à l'évolution de l'ordre normatif, la production de nouvelles pratiques juridiques et la reconstruction même de certaines normativités dans certains secteurs du monde social.

Midi conférence et jeunes chercheurs : Droit au menu

- 10 janvier 2017 **« La mission de l'expert judiciaire et le nouveau Code de procédure civile »**

Conférencière : Shana Chaffai-Parent
Shana Chaffai-Parent est candidate à la maîtrise à la Faculté de droit de l'Université de Montréal. Elle oriente ses recherches vers la procédure civile, le droit de la preuve ainsi que les obligations. Shana est membre du Barreau du Québec depuis 2013, après avoir effectué son baccalauréat en droit à l'Université Laval. Elle a effectué son stage professionnel et pratiqué quelques années le litige civil en matière de droit de la construction et de droit autochtone dans l'étude Borden Ladner Gervais, s.e.n.c.r.l., s.r.l., avant de débuter sa maîtrise sous la direction de la professeure Catherine Piché. Auparavant, elle a travaillé comme étudiante au cabinet de la ministre de la Justice du Québec.

Répondante : Christelle Papineau
Christelle Papineau effectue sa thèse en droit (LL.D) sous le régime d'une cotutelle établie entre l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne et l'Université de Montréal. Elle est dirigée par les professeurs Karim Benyekhlef (Université de Montréal) et Emmanuel Jeuland (Paris I). Elle est enfin sous la co-direction de Fabrice Defferrard (Paris I). Ses recherches sont axées sur l'intelligence artificielle (*machine learning* et *deep learning*) et ses interactions avec la science juridique (communément appelé droit computationnel ou *computational law*). Elle s'intéresse plus particulièrement au bénéfice de l'intelligence artificielle pour l'aide à la décision administrative, l'aide à la décision juridique et le droit processuel. Son terrain de recherche couvre le droit français (incluant le droit de l'Union européenne), le droit canadien et le droit américain.

Résumé
Les tribunaux civils de tradition accusatoire et contradictoire ont subi durant les dernières décennies une augmentation des coûts et des délais des procédures judiciaires, limitant ainsi l'accès à la justice. Le nouveau *Code de procédure civile* québécois, entré en vigueur le

1er janvier 2016, propose un changement de culture, notamment quant à certaines modalités d'administration de la preuve.

Le projet de recherche présenté a pour objet l'étude de la mission de l'expert judiciaire dans l'instance civile, la preuve par expertise étant l'une des deux causes principales de l'augmentation des coûts et des délais des procédures. Plusieurs constats ont incité le législateur à réaffirmer la mission première de l'expert aux articles 22 et 231 C.p.c., soit d' « éclairer le tribunal dans sa prise de décision ». Les praticiens du droit et la magistrature continuent toutefois d'entretenir certains mythes par rapport à la preuve par expert qu'il convient de déconstruire pour favoriser l'acceptation par le milieu juridique du changement de culture recherché. Il convient également d'évaluer en droit comparé certaines solutions visant une gestion saine de la preuve d'expert sans compromettre le processus de recherche de la vérité.

- 7 février 2017 **« Between Shul and State: lesbian Orthodox women negotiate religion and law »**

Conférencière : Eliza Bateman

Eliza Bateman is a doctoral candidate in the Faculty of Law at McGill. She researches and writes in the areas of human rights, legal theory and gender identity politics. Her dissertation focuses on how LGBTQ+-identifying members of religious communities act as legal subjects within communities that disavow or forbid their sexuality. This work applies a feminist method and centres on the experience of religious women who identify as LGBTQ+ or who connect to LGBTQ+ people through marriage or family. Eliza is admitted to the Bar in the state of Victoria, Australia. She previously worked as a lawyer specializing in administrative law and equal opportunity and human rights matters: as a senior legal advisor for the Victorian Equal Opportunity and Human Rights Commission and then as a senior lawyer at Victoria Legal Aid. Eliza has also worked as a senior policy officer, sensitive case manager and lawyer for the Australian Federal Government.

Résumé

In this section of my research, I analyze tensions and attempted reconciliations that LGBTQ-identifying religious women experience in terms of their religious and sexual selfhood. This analysis is situated in the rights discourse of liberal democracies (such as the USA and Canada) where state law increasingly recognises the equality rights of LGBTQ people, including marriage equality, while also respecting the religious freedom rights of religions (or branches of religion) that disavow or forbid homosexuality. This interplay creates a tension for devout lesbian religious women between their formal (state) equality rights and conflicting rules that exist within their religious communities. I apply a legal pluralist lens to the experiences of Orthodox lesbian Jewish women in the USA and Canada, to identify the legal norms that are operative on these women. I then suggest that rights-respecting outcomes, congruous with these women's religious identity rather than in conflict with it,

may be possible through negotiations with religious pluralist orders rather than through a strict application of state law to the individual.
By focusing on the legal norms that operate within Orthodox Jewish communities (that challenge state law positions on LGBTQ rights), I unpack first how the act of lesbian sexuality is legally 'unseen' by the Torah, and how this regulatory gap has been filled by Talmudic rulings and community norms. I then investigate whether negotiations within this religious legal order between Rabbis, the religious community and lesbian women can give these women a new space as legal 'subjects' or agents, who remake or reinterpret the law that operates upon them, thereby achieving a lawful reconciliation between their sexual and religious selves.

- 7 mars 2017 « **Seuil et choix constitutionnel : réflexions sur les interactions normatives au plan constitutionnel »**

Conférencier : Guy Azebové Tetang
Guy Azebové Tetang est candidat au doctorat à l'université de Montréal, sous la codirection des professeurs Jean-François Gaudreault Desbiens et Pierre Noreau. Ses intérêts de recherches portent sur le droit(s) constitutionnel(s) comparé(s), précisément la circulation des modèles constitutionnels ou des « cultures constitutionnelles » en Afrique subsaharienne et leur réappropriation. Il s'attèle à interroger la rationalité, « la mentalité » ou l'imaginaire qui guide la fabrique de la constitution en Afrique subsaharienne ; au prisme de la tension entre les « standards constitutionnels » (l'universalisme) et « les localismes constitutionnels » (relativisme). Le principal dessein de la recherche consiste à suggérer une nouvelle hypothèse pour rendre intelligible la fabrique des constitutions en Afrique francophone et partant rouvrir l'instance pendante du « procès en mimétisme » dont elle a pendant longtemps fait l'objet.

Résumé
La présentation proposée exploite la notion de seuil Constitutionnel comme entre deux, c'est-à-dire en tant que lieu de rencontre et, partant, en tant que lieu d'altérité. Elle explore cette question dans le cadre d'un rappel du problème qui accompagne souvent le transfert des normes juridiques d'une communauté politique vers une autre et partant, d'un espace culturel et politique vers un autre.

La question s'est notamment posée dans le cas des États africains au lendemain de leur indépendance. À l'époque, et aujourd'hui encore, la définition d'un ordre constitutionnel national exige l'importation de normes, sinon de modèles constitutionnels et politiques, inspirés d'États de droit déjà établis. Il est inévitable que ces emprunts s'accompagnent d'un transfert des référents culturels, malgré la forme supposée universelle qu'emprunte la normativité juridique. L'expérience juridique et politique des États africains démontre la difficulté qui accompagne ces greffes constitutionnelles. Des orientations et des systèmes de représentations différents, sinon opposés, se rencontrent alors au seuil du droit, tantôt inspirés par des principes et des normes constitutionnelles reconnus au plan international

(et prenant la forme de standards constitutionnels), tantôt par les contraintes imposées par le contexte politique et les rapports de force nationaux, sinon par les normes juridiques et institutionnels établies localement. Le droit constitutionnel devient ainsi le lieu d'une négociation culturelle complexe, à la jonction des orientations inspirées par les États « du Nord » et réinterprétées par ceux « du Sud ». Il fonde le seuil d'une discussion continue, le débat constitutionnel devient, dans ce contexte, un lieu d'altérité normative et culturelle.

- 7 novembre 2017 **« CONCILIANET 9 years of ODR in Consumer Protection in MEXICO »**

Amada Maria Arley
She is currently a doctoral student of the Posgraduate Program of Law School at National Autonomous University of Mexico (UNAM), she has coming as visiting researcher to the University of Montreal in the Laboratory of Cyberjustice under the direction of Professor Karim Benyekhlef.

The research line of Amada is Online Dispute Resolution in cross-border electronic commerce in America, it has been analyzing the consumer protection legislation and its conflict resolution systems in Latin America and North America.

Amada was founder and coordinator of the Negotiation and Mediation Center at the Law School (UNAM). She is graduated from the Program on Negotiation at Harvard Law School and was named winner of the First Place for "Best Thesis of North American Studies" by the North American Research Center (CISAN) at UNAM. She was international observer for the Latin American Institute of Electronic Commerce (ILCE) in the works of the Working Group III of United Nations Commission on International Trade Law – (UNCINTRAL) which discussed the « Online Dispute Resolution »

She is author of the book *« Beyond NAFTA, Security and Prosperity Partnership. What is it and where are we going? »* Editorial Porrúa, and the book for Courses « *Basic Workshop on Negotiation and Mediation*« , plus diverse articles in national and international Law Reviews with topics related on NAFTA, ODR and Consumer Protection. She has been Lecturer with seven years of experiences at Law Faculty at UNAM, University of the Valley of Mexico and the University Motolonia del Pedregal.

Résumé
The Consumer Protection Institution in Mexico called *"Procuraduria Federal del Consumidor (Profeco)"* run his project *Conciliatet in 2008* as a digital platform dedicated to facilitate synchronous and asynchronous communication during conciliation process in the conflicts between consumers and suppliers. Since then has been pass nine years with amazing statistic results with more than 90% of the conflicts resolved by the system. But now *Concilianet* have challenges to generate more access to justice to the Mexican and foreign consumers in national commerce and cross border commerce. *Concilianet* has been an example for get the compromise of the companies and serve as good reputation to the

companies part of the program, so *Concilianet* has taught us how overcome the legal lacks of *Profeco* through good operational and technological management.

- 12 décembre 2017 **« Racial Group Vilification in the era of Trumpism: Grasping the Harm from the Victim's perspective »**

Conférencier Pyeng Hwa Kang
Pyeng Hwa Kang is currently a ph.D. candidate in the Law Faculty of Université de Montréal under the supervision of Professor Jean-François Gaudreault-DesBiens and Professor Noura Karazivan. He obtained his LL.B. from the Law Faculty of Université Paris V Descartes and holds an LL.M. specializing in Common Law and Comparative Law from the same university. His main areas of interest involve theories of law, comparative constitutional law (U.S. and Canada), and in particular freedom of expression and religion in postmodern pluralistic societies. His doctoral thesis is a critical inquiry into the reductionist concept of harm in group defamatory expression, predominant in the First Amendment jurisprudence's struggle arising from the parochial constitutional interpretation and individualistic conception of free speech. In doing so, the thesis focuses on the notion of harm in group defamatory utterances of fundamentally discriminatory and vilifying nature from a communitarian view, redefining it as a form of harm to identity.

Résumé
In the rising culture of hate, it is easy to find the prevalent presence of hostile words – words that are meant to demean, malign, and belittle entire groups of people based on their fundamental characteristics or associations – in almost every corner of our daily lives. In the face of such toxic public discourse, it may be tempting to close our eyes and ears and become indifferent to wounding words. The conference is a critical inquiry into the notion of racial group vilification and its legal/constitutional dilemma vis-à-vis freedom of expression. In particular, the presentation seeks to underline the danger in overlooking the harm in such type of utterances by focusing on the harm in racially charged speech from the victim's position and what we, as a collective and polyglot community, can learn from the *Keegstra* case.

Autre conférences organisées par le CRDP

- 15 février 2017 **« Regards sur le droit global »**

Conférencier: Yves Chérot
Il est professeur à la Faculté de droit et de science politique de l'Université d'Aix-Marseille et président de l'Association Internationale de Méthodologie Juridique.
Il enseigne principalement la philosophie du droit en licence, en Master et comme professeur invité dans diverses universités. Il est responsable de la spécialité « théorie du

droit » des Masters de droit privé et de droit public de la Faculté de droit et directeur du Laboratoire de théorie du droit.

- 21 mars 2017 **« The Hijab Wearer as an Outlaw: a need for coherence in the two European Supranational Courts »**

Conférencière : Eugenia Relano
Dr. Eugenia Relaño Pastor (PHD, University of Granada, 2001) works currently as Legal adviser in the Migration and Equal Treatment Area at the Spanish Ombudsman. She holds a Doctorate Degree in Law and Bachelor Degrees in Political Science and in Sociology. She is an Assistant Professor in Complutense University (Madrid) and Professor in the Master: Islam in European Societies, Faculty of Anthropology, Complutense University. She was a Fulbright Fellow in the Salzburg Seminar and visiting scholar in Institutions such as University of California at Berkeley, Institute of Comparative and European Law at the University of Oxford, Law School in Harvard University, University of Ottawa, etc.
She was member of the Advisory Panel of Experts on Freedom of Religion and Belief, ODIHR-OSCE (2005-2012). Currently she is the Spanish representative member of the Legal Working Group (LWG) of the European Group of National Human Rights Institutions (Council of Europe). Her research expertise comprises International Religious Freedom, Comparative Law, Equality, Religious Minorities, National Minorities, Xenophobia, Multiculturalism and Immigration.

Recent publications include 'Religious Pluralism in Liberal Democracies' in the edited volume Islam, Human Rights and Secular Values (Liberte, 2012); 'Etudes de cas de discriminations religieuses en Espagne in the edited volume Les discriminations religieuses en Europe: droit et pratiques (L'Harmattan, 2012); 'Participation of Muslim Minorities in the Spanish Mainstream society' in the edited volume The Interrelation between the Right to Identity of Minorities and their Socio-economic participation (Martinus Nijhoff, 2013) and "The 'Inclusive State Neutrality' Normative Paradigm" in the edited volume Belief, Law and Politics. What Future for a Secular Europe? (Ashgate, 2014).

Résumé:
Muslim women who wear a headscarf have gradually become outlaws in Europe to the extent that the headscarf itself has been "de-normalized" and automatically problematized in different societal contexts. Claims of discrimination on the basis of wearing religious garments have been only partially successful in courts. As result, politicians and government actors aligned with judicial bodies on headscarf bans and have influenced on dominant public opinion who has found it legitimated to shun headscarf-wearing women. This consideration cannot be seen outside of the context of the rise of Islamophobia for last years in Western Europe.
In a climate of headscarf rejection, the first two religious discrimination cases concerning the dismissal of employees by private employers on account of their headscarves are pending before the Court of Justice of the European Union (CJEU) in Luxembourg. Both cases (*Samira Achbita* case and *Asma Bougnaoui* case) are the result of requests for

preliminary rulings about the interpretation of the Anti-Discrimination Directive 2000/78/EC, which prohibits direct and indirect discrimination in the sphere of employment on grounds of religion or belief. The respective Advocate General (AG) for each case has recently delivered an opinion but the opinions are substantially contradictory. Therefore the Luxemburg Court is now confronted with two opposing approaches: one could lead to turn headscarf women into outlaws and the other may halt the persecution of Muslim women on account of their dress. Whatever direction the CJEU would take, it may take into consideration the European Court of Human Rights (ECtHR)´s jurisprudence on wearing religious garments. Although the ECtHR has dealt with a good number of cases that concern bans on religious dress, unfortunately, in the very large majority of cases, the Court has held that a ban was within the state's margin of appreciation. In spite of this dominant trend, the Strasbourg Court found that there was a violation of applicant´s religious freedom in the only case on wearing a religious symbol at workplace that reached the ECtHR.

This presentation will analyze a possible convergence or divergence of the standards of both European Supranational Courts on the issue of religious symbol at workplace. By analyzing the legal reasoning of the Advocate General´s Opinion in *Samira Achbita* case and in Strasbourg´s case law, it will be noted how some important concepts such as "religion", "identity", "secularism", "religious practice" and "secularity" have been distorted and misunderstood. Whatever direction the Luxembourg Court takes in the upcoming rulings, the decision could fundamentally shape the law barring discrimination on grounds of religion at workplace.

- 27 mars 2017 **« Conversations About Indigenous Peoples and Their Rights to Land – Échanges autour des revendications foncières des peuples autochtones »**

Conférencier : Dwight Newman

Dwight Newman is Professor of Law and Canada Research Chair in Indigenous Rights in Constitutional Law and International Law at the University of Saskatchewan. He completed his BA at Regina and JD at Saskatchewan and his BCL and DPhil at Oxford University, with his DPhil focused on legal philosophy in relation to collective rights. He articled as a law clerk at the Supreme Court of Canada, and he is a member of the Ontario and Saskatchewan bars. He was a 2015/16 Visiting Fellow in the James Madison Program at Princeton University; from Jan-Mar 2017, he is a Visiting Fellow at the Université de Montréal Faculté de Droit. He will be a Herbert Smith Visiting Fellow at the Cambridge University Faculty of Law from mid-April till July 2017. He has published around seventy-five articles or book chapters and ten books, including two books on the duty to consult doctrine that have been cited widely in the courts.

Paper: On the Possibilities for Aboriginal Title Legislation in Canada

Conférencière : Elizabeth Steyn
Elizabeth Steyn is a doctoral candidate (LL.D.) and chargée de cours at the Faculty of Law of Université de Montréal (UdeM) under the research supervision of Dean Jean-François Gaudreault-DesBiens. Her doctoral research focusses on finding remedies for clashes occasioned by the intersection of natural resource development projects and sacred Indigenous sites, with specific reference to the four major common law jurisdictions: Canada, the US, Australia and New Zealand. Her approach involves a synthesis of comparative law, legal anthropology/Indigenous theory and international law. To this end she spent 4 months as a Visiting Fellow at the Max Planck Institute for Social Anthropology in Halle (Saale), Germany in 2016. She is the grateful recipient of several prestige scholarships, including a doctoral scholarship from the Fonds de Recherche du Quebec (FRQSC), and a number of scholarships of excellence awarded by the Faculty of Law and the Faculty of Graduate Studies of UdeM.

Paper: « Mni *Wiconi* – Water is Life » : The Significance of Standing Rock in the Ongoing Natural Resource Development-Indigenous Sacred Site Debate

Conférencière: Sabrina Tremblay-Huet
Sabrina Tremblay-Huet is a doctoral candidate in law at the University of Sherbrooke (LL.D.). She holds a Master's degree in international law (LL.M.) from the University of Quebec in Montreal. She also holds a Bachelor's degree in international relations and international law (B.A.) from the same university. Sabrina is co-founder and member of the Critical Legal Research Laboratory. Her research interests are mainly critical international legal theory, international tourism law, Inter-American human rights law, and animal law in both the national and international contexts.

Paper: A prospective analysis of the rights of Indigenous Peoples in the Americas affected by mass tourism through the lens of the *Comunidad Garífuna Triunfo de la Cruz y sus miembros vs. Honduras* case

Répondant : Jean Leclair
Jean Leclair Born in Montréal in 1963, Jean Leclair obtained his law degree from the Université de Montreal in 1985 and was admitted to the Quebec Bar a year later. He then clerked for the Honorable Alice Desjardins, justice of Canada's Federal Court of Appeal. After having been awarded the Duff-Rinfret scholarship, Leclair pursued graduate studies of law (LLM) under the supervision of Professor André Morel and was appointed professor of constitutional law and legal history at the Université de Montréal in 1991. In 1999, he launched a course entitled « Aboriginal Legal Issues. »

Professor Leclair's interest for federalism has led him to author various studies on the administration of the environment in the Canadian federal structure and on the constitutional underpinnings of Canadian bijuralism. For more than ten years, he has been interested in the (re)configuration of political relationships between Aboriginal peoples and governments and the reconfiguration of relationships within Aboriginal communities. The structuring effects of law on the evolution of these relationships are his field of

predilection. Professor Leclair also directs his attention to the epistemological issues created by the conjuncture of law and other areas of the social sciences. Additionally, he is working on a theory of federalism that would satisfy Aboriginal communities without requiring their members to adhere to a monistic concept of their identity.

- 31 mars 2017 **« Approches critiques et rénovation créative de l'enseignement du droit : de Gramsci à Edelman en passant par Gurvitch »**

Conférenciers
http://www.violainelemay.ca/babillard/approches-critiques-et-renovation-creative-de-lenseignement-du-droit-de-gramsci-a-edelman-en-passant-par-gurvich/participants-et-resumes/?repeat=w3tc

Résumé
Le Professeur Jacques Frémont a fait l'honneur d'animer les travaux notamment en sa qualité d'ancien doyen d'une faculté de droit. Sa fonction est de rappeler, si nécessaire avec force, que le but premier de l'événement est de proposer des pistes concrètes pour la rénovation de l'enseignement du droit au quotidien. » Oui, mais qu'est-ce que je fais avec ces analyses dans mon cours de droit de la famille, lundi matin ? (ou de droit des biens, droit constitutionnel etc.) « . L'événement permettra de créer des ponts concrets entre la recherche critique croissante et l'enseignement des classiques du droit au premier cycle.

Le colloque réunit des exégètes passionnés des sommes critiques d'auteurs tels que Antonio Gramsci, Bernard Edelman, Georges Gurvitch, Louis Althusser, Evgueni Pachukanis etc. Ils proviennent des universités de Mc Gill, Laval, Sherbrooke, UQAM, U Ottawa, U Sao Paulo, U Cergy Pontoise, U Paris 1 Panthéon-Sorbonne et s'associeront à des chercheurs de l'UdeM.

- 9 mai 2017 « **Table-ronde multidisciplinaire | Regards prospectifs sur la nouvelle politique de Défense du Canada »**

Conférenciers

Maxime Bérubé,
Doctorant (criminologie), Université de Montréal
Philippe Dumas,
Doctorant (science politique), École nationale d'administration publique
Karima Smouk,
Doctorante (droit), Université de Montréal

Résumé

En mai 2016, le ministère de la Défense nationale du Canada avait lancé une consultation publique afin d'appuyer l'élaboration d'une nouvelle politique de défense.

Alors que l'annonce de cette dernière est imminente, nous vous invitons à une table-ronde multidisciplinaire réunissant des jeunes chercheurs en provenance de différentes disciplines scientifiques.

L'objectif de cette rencontre est d'échanger et d'anticiper les apports de cette nouvelle politique de Défense sous différents aspects (criminologie, science politique et droit).

Le monde change, et les capacités nouvelles ont un effet sur la façon dont les militaires mènent leurs opérations. Cette évolution s'accompagne de la nécessité de s'adapter, tant en ce qui a trait aux capacités requises qu'aux ensembles de compétences nécessaires pour soutenir la force de l'avenir.

- 29 septembre 2017 **« Brexit : une crise politique, constitutionnelle et juridique pour le Royaume-Uni »** (conférence dans le cycle de la Chaire jean Monnet)

Conférencier : Paul James Cardwell

Il est professeur en droit à l'Université de Strathclyde, à Glasgow en Écosse, depuis février 2017, après avoir été employé Sheffield. Il est « principal fellow » de l'Académie d'Enseignement Supérieure (Higher Education Academy) du Royaume-Uni.
Diplômé en droit de l'Université de Warwick (LLB, LLM), il a ensuite obtenu un DEA en Politique comparée et Relations Internationales à l'Institut de Sciences Po Bordeaux. Il a soutenu sa thèse doctorale en droit à l'Université d'Édimbourg (PhD). Il est aujourd'hui spécialiste en droit et en politique des relations extérieures de l'Union Européenne. Il a publié deux livres sur ce sujet, ainsi qu'un grand nombre d'articles dans des journaux spécialisés, parmi lesquels *European Law Review*, *Journal of Common Market Studies* et *European Foreign Affairs Review*.
Suite au référendum sur l'adhésion a l'Union Européenne qui a eu lieu l'année dernière, sa recherche des derniers mois s'est concentrée sur le « Brexit » et ses conséquences. Il a publié plusieurs articles dans la presse sur le Brexit et la commerce internationale, l'enseignement supérieure (Erasmus) et les relations avec le Japon

Répondant : Stéphane Beaulac

Il a commencé sa carrière à la Dalhousie Law School en 1998. Il est docteur en droit public international de l'Université de Cambridge, d'où il détient aussi un LL. M. (*first class honour*). Sa formation est bijuridique : droit civil à Ottawa (*summa cum laude*) et common law à Dalhousie (premier au programme national). Il a été clerc à la Cour suprême du Canada, *fellow* Max Weber à l'Institut universitaire européen de Florence, *fellow* Neil MacCormick à l'Université d'Édimbourg et professeur invité à Amsterdam, Ulster et Trente. Il a codirigé avec E. Mendes la 5e édition du collectif *Charte canadienne des droits et libertés*. Il est responsable, avec J.-F. Gaudreault-DesBiens, de la collection en droit public pour le

JurisClasseur Québec. Ses écrits lui ont valu des prix et ont été cités, notamment, par la Cour internationale de Justice à La Haye. Membre du Barreau de l'Ontario, Me Beaulac a été invité à témoigner devant des comités parlementaires à Ottawa. Intellectuel public et engagé, il intervient fréquemment dans les médias.

Résumé

Paul James Cardwell propose ici de faire une présentation de l'extraordinaire chamboulement politique, constitutionnel et juridique qui est train de se dérouler au Royaume-Uni: « Brexit: une crise politique, constitutionnelle et juridique pour le Royaume-Uni ».

- 2 octobre 2017 **« L'intérêt de la recherche ethnographique pour la décision en droit »**

Conférencière : Marie- Claire Foblets

Having been born in Belgium and spending most of her youth in that country, Prof. Foblets soon became interested in plural societies and the conditions for sustainable peace among diverse groups. She was trained in law at the universities of Antwerp (1977-1979) and Leuven (1979-1982) in Belgium, and also studied Thomist philosophy in parallel with law. Thanks to a study fellowship (1982-1983), she was given the opportunity to pursue further study in philosophy at the Wilhelms-Universität of Münster, in Nordrhein-Westfalen, Germany, and to complete her studies in social and cultural anthropology (1985).

Upon completion of her studies, Prof. Foblets was called to the French-speaking section of the Brussels Bar. She spent a decade practising law with a firm that specialised in matters related to migration and minority issues. In the same period, she defended her doctoral thesis in social and cultural anthropology, which was inspired to a large extent by her legal practice.

For more than twenty years Prof. Foblets taught law as well as social and cultural anthropology in the universities of Antwerp and Brussels. Before becoming a member of the Max Planck Society in March 2012, she was professeur ordinaire (full professor) at the Catholic University of Leuven, where she headed the Institute for Migration Law and Legal Anthropology. She has also been a member of various networks of researchers focusing either on the study of the application of Islamic law in Europe or on law and migration in Europe, including the Association française d'anthropologie du droit (AFAD), of which she served as co-president for several years. In 2001, she was elected to the Royal Flemish Academy of Belgium for Science and the Arts (KVAB). In 2004, she received the Francqui Prize, the most distinguished scientific award in the humanities in Belgium. In 2012, Prof. Foblets accepted her current position with the Max Planck Society, with a view to establish a new Department of Law & Anthropology at the Max Planck Institute for Social Anthropology.

Résumé
Le CRDP vous présente la conférence organisée par l'équipe PLURadicale : « L'intérêt de la recherche ethnographique pour la décision en droit » par la professeure Marie-Claire Foblets, directrice du Department of Law & Anthropology du Max Planck Institute for Social Anthropology. Cette conférence est organisée par Jean-François Gaudreault-Desbiens et Valérie Amiraux.

- 10 octobre 2017 **« Villes intelligentes et translucides: perspectives urbaines et juridiques »**

Conférenciers:

Patrick M. Lozeau
http://villeintelligente.montreal.ca/léquipe
Conseiller planification des données ouvertes de la ville de Montréal

Sérgio Branco
http://www.crdp.umontreal.ca/chercheurs/branco-sergio/
Professeur de droit, chercheur associé du CRDP et directeur du ITS-Rio

Teresa Scassa
https://commonlaw.uottawa.ca/en/people/scassa-teresa
Full professor and Canada Research Chair in Information Law at the University of Ottawa, Faculty of Law

Orit Halpern
http://www.orithalpern.net
Professeure agrégée du département de sociologie et anthropologie de l'Université de Concordia

Résumé
Dans une période d'augmentation de l'innovation technologique et de la concentration populationnelle, les villes constituent l'espace principal d'imagination et de transformation pour la société humaine. Les récits dominants sur les villes dans un futur proche proposent des technologies efficaces et durables pour collecter, analyser et diffuser les données publiques pour une planification et une gestion urbaines plus intelligentes. Le soi-disant modèle de ville intelligente préconise une vie meilleure pour les citadins et une amélioration de la démocratie grâce à des politiques de données ouvertes favorisant la transparence publique. En même temps, les risques de violations de données personnelles et la surveillance massive par le gouvernement soulèvent de nombreuses questions juridiques qui recommandent des «outils normatifs d'opacité» (Maria Tzanou).
La conférence présente des perspectives différentes sur le présent et l'avenir des villes en se concentrant sur des considérations sociales, technologiques et juridiques.

- 19 octobre 2017 **« 10 ans après la Commission Bouchard-Taylor : Où en sont nos sociétés en matière de gestion de la diversité culturelle et religieuse? »**

Au printemps 2007, après plusieurs mois de controverses publiques sur les accommodements raisonnables, les politiques d'intégration et les minorités ethno-religieuses, la commission Bouchard-Taylor était mise sur pied. Quelques mois plus tard, son rapport était rendu public en mai 2008. Il a connu une réception exceptionnelle dans le monde, étant commenté dans plusieurs pays aux prises avec des défis similaires. Dix ans plus tard, ce projet de livre et de colloque se veut une occasion de réfléchir sur les défis qui ne cessent de s'accroître depuis en matière de diversité culturelle et religieuse. D'autres discussions publiques ont été tenues sur la diversité dans plusieurs pays, notamment sous forme de commissions. Quels en sont les bilans, les impacts et les retombées, les forces et les faiblesses ? Comment s'y jouent les rapports entre les experts, les politiques publiques et la société civile ? Quelle a été la réception du rapport Bouchard-Taylor ici et ailleurs ? Quels sont les modèles de gestion proposés et les résistances qui leurs sont opposées ? Entre la neutralité, la laïcité et la sécularité étatiques de plus en plus affirmées, et le maintien de l'influence multiple des majorités religieuses historiques dans un grand nombre de contextes, quels chemins se fraient les droits individuels et collectifs ? Les discussions autour du multiculturalisme et de l'interculturalisme ont-elles généré de nouvelles avenues ? Les frontières entre cultures et religions se sont-elles déplacées ou reconfigurées ? Comment l'athéisme est-il en train de modifier la donne du pluralisme convictionnel ? Que signifie le succès que connaissent diverses stratégies de politiques identitaires et populistes dans quelques pays ? Comment comprendre les réponses plus ou moins efficaces et leurs variations aux problèmes massifs des réfugiés ?

Le colloque comporte trois grandes thématiques qui peuvent être abordées distinctement ou de manière combinée par les présentateurs :

- ✓ Discussions publiques sur la diversité et le pluralisme (commissions, médias, etc.), en particulier la commission Bouchard-Taylor ;
- ✓ Théories de la diversité et du pluralisme
- ✓ Diversité et pluralisme en contextes.

http://bouchard-taylor.openum.ca/inscriptions/

- 23 octobre 2017 **"Hacktivism & Cybercrime"** (en collaboration avec le CIPP)

Conférencière: Alana Maushurat
http://www.law.unsw.edu.au/profile/alana-maurushat

Résumé
This presentation looks at how big data analytics are used to monitor security vulnerability disclosures in the dark market, and how to prevent the zero day vulnerabilities from becoming escalated acts of persistent advanced cybersecurity threats. A software vulnerability is a weakness in a computer system that can be exploited by an attacker. A zero data exploit is a vulnerability that is exploited against a target on the day on which public awareness of the existence of the vulnerability occurs (that is, zero days have elapsed since between the awareness and the use).

Vulnerabilities are lucrative commodities in the dark market as well as in legitimate markets. For example, the US government purchased vulnerabilities to launch the Stuxnet virus that slowed down Iran's nuclear power program. This also includes monitoring of hacktivists and ethical hackers through social media, the dark market, 4chan, and through FBI infiltrated technology services.

Liste des conférences

Karim BENYEKHLEF

Conférences

« Initiatives nationales et internationales dans le monde du règlement en ligne des conflits », Journées de Paris 2017- La place des huissiers de justice français dans le règlement en ligne des conflits : regards comparés », Chambre nationale des huissiers de justice, Paris, Hôtel Westin, 14 - 15 décembre 2017

« La justice prédictive ou quantitative », Conférence *L'indépendance de la magistrature et les technologies se conjuguent au futur*, Réseau francophone des conseils de la magistrature, Dakar, 7 - 8 novembre 2017

« La place du numérique dans la justice», 129e Congrès national des greffiers des tribunaux de commerce «La juridiction commerciale 2.0», La Rochelle, 28 septembre 2017

« Comment la technologie peut-elle contribuer à une modernisation efficace de la justice?», Conférence *Justice civile et économie: une question de valeur*, Institut canadien de l'administration de la justice, 5-7 octobre, Ottawa

« The Cyberjustice Lab : from ODR to Artificial Intelligence », *The International Mediation Summit*, China Chamber of International Commerce et China Council for the Promotion of International Trade, Hangzhou, 18 septembre 2017

« Le futur du règlement en ligne des conflits : de la plateforme web aux algorithmes », VIIèmes Assises internationales de la médiation judiciaire. Médiation obligatoire et/ou facultative : Quelles réformes pour quels enjeux ? Université de La Rochelle, La Rochelle, 6 septembre 2017

« Les normativités émergentes de la mondialisation au centre de la globalisation du droit », Soft law et droit du commerce international, Montréal, 11 juillet 2017

« Where does RegTech Fit in the Emerging Global Law ? », Brusssels Global Law Week, Centre perelman de philosophie du droit, Bruxelles (Belgique), 12 mai 2017

« Designing the Infrastructure of Tribunals : Online Dispute Resolution », The Six-Minute- Administrative Lawyer 2017, Law Society of Upper Canada, Osgoode Hall, Toronto, 1ier mars 2017

Rapport de synthèse

« Approches critiques et rénovation créative de l'enseignement du droit : de Gramsci à Edelman en passant par Gurvitch », CRDP, Faculté de droit, Université de Montréal, 31 mars 2017

Modérateur

Yves Sintomer, Stéphane Bernatchez, « Au-delà de la représentation : les figures de la démocratie », lancement ouvrage sous la direction de Karim Benyekhlef - séminaire, Faculté de droit, Université de Montréal, 7 mars 2017

Organisation Chaire lexum

Yann Moulier Boutang, (Université de technologie de Compiègne), « Transformation de la valeur économique dans le capitalisme cognitif et innovations juridiques » Faculté de droit, Université de Montréal, 29 novembre 2017

Vern R. Walker (Hofstra University), « Challenges for Automated Semantic Analysis of Legal Texts », Faculté de droit, Université de Montréal, 30 octobre 2017

Gregory Lewkowicz (Université Libre de Bruxelles) et David Restrepo Amariles (HEC Paris). « *Smart Law* : le tournant mathématique du droit **»,** Laboratoire de cyberjustice, Faculté de droit, Université de Montréal, 19 octobre 2017

Marcello Vitali Rosati (Université de Montréal), « Autorités numériques et post-vérité », Carrefour des arts et des sciences, Université de Montréal, 11 avril 2017

Jean-François GAUDREAULT DESBIENS

Conférences

« Canada as a Mid-Atlantic Model for Judicial Review? », Universidad do Coimbra, Coimbra, Portugal, 30 août 2017

Vincent GAUTRAIS

Conférences

« Enjeux juridiques de la cybersanté », Faculté de pharmacie, Université de Montréal, 30 novembre 2017

« Regards croisés sur la responsabilité des intermédiaires techniques de l'internet : le cas de l'hébergeur », Faculté de droit, Université de Rennes 1 (France), 5 octobre 2017

« Normativité + révolution technologique », Faculté de droit - Université d'Orléans (France) 21 juin 2017

Colloque

« L'intelligence artificielle en cybersécurité : transparence, risques et dommages collatéraux /Artificial Intelligence in Cybersecurity : Accountability, Risk, and Collateral Damage », Forum IA responsable, Palais des Congrès, Montréal, 2 novembre 2017

« Justice sociale + innovation technologique », Congrès des Amériques sur l'éducation Internationale, Palais des congrès (Montréal), 12 octobre 2017

« Preuve technologique », Bécancour, 11 octobre 2017

« Propriété intellectuelle et données dans l'environnement numérique », Conférence de synthèse, Faculté de droit, Université de Rennes 1, 6 octobre 2017

« La transdisciplinarité : l'influence des nouvelles technologies sur le droit », Les 20 ans du DANTE, Versailles (France), 29 septembre 2017

« The Sharing Economy and Impacts on Consumers », Consumers 150 / Consommateurs 150, Canadian Museum of Nature, Ottawa, 19 septembre 2017

« Enfants dans un magasin de bonbons : preuve et données ouvertes », Colloque Gardeso – CICC, Le Carrefour des arts et des sciences, Université de Montréal, 8 juin 2017

« www.lccjti.ca : un outil d'aide à la mise en preuve des documents technologiques », La preuve à l'ère du numérique - Barreau de Québec, (Québec), 1 juin 2017

« Introduction », Forum transatlantique sur les droits et libertés, Pavillon Lionel-Groulx, Université de Montréal, 25 mai 2017

« Norm et technological Revolution », 3iemo Congresso internacional CESMAC de Direito, Maceio (Brazil), 19 mai 2017

« L'économie collaborative : encadrer afin de mieux permettre ? », Congrès du Jeune Barreau de Montréal, Westin, Montréal, 4 mai 2017

« Écologie normative de l'économie collaborative, colloque Les communs hors du communs, Faculté de droit – Université de Montréal, 2 mai 2017

« Le droit et « l'économie du partage »: réglementer les plateformes des marchés en ligne », Colloque Économie du partage, Auditorium de la Grande Bibliothèque, Montréal**,** 19 janvier 2017

Présidence

« Obligation de transparence et économie de partage, Transparence et responsabilité des algorithmes », colloque entretiens Jacques Cartier, Coeur des sciences de l'UQAM, Montréal, 16 octobre 2017

« Enjeux éthiques et juridiques de l'innovation numérique en santé », Centre de recherche du CHUM, Montréal, 16 octobre 2017

Tables ronde

Écologie normative des technologies disruptives, Colloque Le droit et « l'économie du partage » : réglementer les plateformes des marchés en ligne, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 21 janvier 2017

Organisation

Chaire Wilson

Numérique + Procédure

Antoine Guilmain, « Le nouveau code de procédure civile face aux technologie de l'informations », Faculté de droit, Université de Montréal, 7 novembre 2017

Numérique + santé

Stéphanie Lacour, « Dossier médicaux numériques : utopies politiques, réalités pratiques », Faculté de droit - Université de Montréal 11 mai 2017

Numérique + communication

Chrsitine Thoer, « Contenu audiovisuels en contexte connecté : quelles mutations ? », Faculté de droit, Université de Montréal, 19 avril 2018

Autres

Alana Maurushat, « Hacktivism », Faculty of Law McGill University, 23 octobre 2017

« Transparence et responsabilité des algorithmes », Entretiens Jacques Cartier, Coeur des sciences, UQAM, Montréal, 16 octobre 2017

« Enjeux éthiques et juridiques de l'innovation numérique en santé », Centre de recherche, CHUM, 16 octobre 2017

« Villes intelligentes et translucides : perspectives urbaines et juridiques », Faculté de droit Université de Montréal, 10 octobre 2017

« Fintech – enjeux sécuritaires- Enjeux des fintech: aspects juridiques et financiers », Faculté de droit, Université de Montréal, 30 mars 2017

« Communs hors du commun »**,** Faculté de droit, Université de Montréal, 1 mai 2017

http://www.chairelrwilson.ca/actualites/2017/colloque-communs-hors-du-commun/

Violaine LEMAY

Conférences

« Nouvelle portée critique de Gramsci en droit et en épistémologie », Journée de discussion marxienne, Université de Sao Paulo, 23 août 2017 en matinée

« Gramsci's New Critical Scope in Law and Epistemolgy», Academic Symposium "NudeMarx", Universidad Federal de Santa María, 22 août 2017

« Interdisciplinarity's Ups and Downs in North American Law », Faculties, Academic Conference on Interdisciplinarity in Law Higher Education, Universidad Federal de Santa María, 21 août 2017

« L'interdisciplinarité… une révolution tranquille », Conférence d'ouverture/6e colloque international de COMMUNALIS/Communication and Natural Logic International Society, "Différents regards sur le même thème : discours et interdisciplinarité", Université fédérale de Rio de Janeiro/Brésil, 16 août 2017

Animation

Table ronde francophone sur l'interdisciplinarité, Activités d'ouverture du congrès international sur l'Interdisciplinarité de Rio (Communalis), Rio, 16 août 2017

Organisation

Colloque de la relève 2017 :

« L'intervention en droit et en sciences : les savoirs en inter-actions », Faculté de droit, Université de Montréal, 20 et 21 avril 2017

« Approches critiques et rénovation créative de l'enseignement du droit: de Gramsci à Edelman en passant par Gurvitch », Faculté de droit, Université de Montréal, 31 mars 2017

Nanette NEUWHAL

Conférences

"Exclusivity and Empowerment – authorising the UK to conduct trade negotiations", Colloque sur « TTIP and Beyond : Negotiating and Implementing EU- Free Trade Agreements in an uncertain environment », Université de Rennes, 15 juin 2017

Introductory course on EU, CETA and Brexit, in preparation of the International Summer School on the topic Law and Bilateral Trade: North America- Europe held 5-9 June 2017 in Milan. Faculté de droit, Université de Montréal, 6, 8 and 10 March 2017

« Canada and the EU », for a panel on the UK-EU trade relationship: Alternatives to the Internal Market. Conference on "The EU-UK relationship post-Brexit: between EU law and international law". Centre for European and International Legal Affairs (CEILA), Queen Mary University London, UK, 20 January 2017

Organisation

Co-organisatrice, École internationale d'été sur le thème : Droit et commerce bilatéral: Amérique du Nord- Europe, Università degli studi di Milano, Milan, juin 5-9, 2017.

Co-organisatrice, European Union Studies Association of the United States (EUSA), 15th Biennial Conference, Miami, Florida, May 4-6 2017.

(Avec Blandine GARDEY DE SOOS.) Séminaire d'actualité au sujet de CJUE, CJUE, Rendón Marín *(C-165/14)*, jugement du 13 septembre 2016. Chaire Jean Monnet en Droit de l'Union européenne, CRDP, Faculté de droit, Université de Montréal, Faculté de droit, Université de Montréal, 14 mars 2017.

Présidence

« Institutional Aspects of the EU's Free Trade Agreements : Asset or Limitation », Colloque sur « TTIP and Beyond : Negotiating and Implementing EU- Free Trade Agreements in an uncertain environment », Université de Rennes, 16 juin 2017

« Eu-canada comprehensive economic and trade agreement (ceta) : new challenges and perspectives », Conférence-débat, università degli studi di milano, milan, 5 juin 2017

Modérateure, « Brexit : une crise politique, constitutionnelle et juridique pour le Royaume- Uni », Chaire Jean Monnet en droit de l'Union européenne, Université de Montréal, le 29 septembre 2017.

Pierre NOREAU

Conférences

« Le droit, forme du lien social ? Une sociologie du droit pour le temps présent », Cycle de conférence 2017-2018, Section de droit civil, Faculté de droit, Université d'Ottawa, 5 décembre 2017
https://www.youtube.com/watch?v=Q8ZkbWs5FZM

« Diriger aux études supérieures : entre encadrement et accompagnement », *conférence dans le cadre du* Colloque sur l'encadrement des étudiants aux cycles supérieurs, Université de Montréal, Montréal, 18 décembre 2017

http://fesp.umontreal.ca/nouvelles/nouvelle/news/detail/News/colloque-sur-lencadrement-des-etudiants-aux-cycles-superieurs/

« La sociologie francophone, Synthèse et perspective », dans le cadre du Colloque Enjeux et perspectives de la sociologique francophone, Fribourg (Suisse), 18 novembre 2017

« Normativité – Présentation des travaux d'épistémologie du droit de Pierre Noreau par l'auteur », École normale supérieure de Cachan (France) 13 novembre 2017

« Droit, immigration et santé : défis sur la scène canadienne » dans le cadre de l'École d'été organisées par la Faculté de sciences infirmière sur le thème Approches et regards croisés sur l'immigration et la globalisation : les enjeux dans le domaine de la santé, Montréal, Université de Montréal, 7 juillet 2017

« Qualitatif ou quantitatif : entre les deux mon cœur balance », colloque *La recherche empirique en droit : État des lieux*, 85e Congrès de l'ACFAS, Colloque Enjeux de la recherche, Université McGill, 9 mai 2017.

« Rôle de porte-parole des tribunaux : modèles d'ailleurs, défis pour le Québec », dans le cadre du colloque *Tribunaux et médias : une relation sous tension*, 85e Congrès de l'ACFAS, Colloque Enjeux de la recherche, Université McGill, 12 mai 2017.

« Droits, liberté et... diversité : mais laquelle ? Étude sur le rapport des Québécois aux différentes formes de la diversité », Conférence organisée par le Centre interdisciplinaire de recherche sur la citoyenneté et les minorités (CIRCEM), Université d'Ottawa, 9 février 2017.

« Qu'est-ce qu'une bonne thèse ? », conférence prononcée dans le cadre d'un séminaire de rédaction organisé par Thésez-vous, Manoir d'Youville, Chateauguay, 16 janvier 2017.

Conférences dans la pratique

« L'accessibilité aux jugements des tribunaux en ligne: le point et des interrogations », Colloque du Réseau francophone des conseils de la magistrature judiciaire organisé sur le thème**,** *L'indépendance de la magistrature et les technologies se conjuguent au futur*, Dakar, 8 Novembre 2017

« Seul devant de TAQ: entre les attentes du justiciable et l'attitude du décideur » (titre temporaire), dans le cadre du Caucus des Juges du Tribunal administratif du Québec (TAQ), Montréal, 10 mai 2017

« Le médiateur entre autorité et crédibilité », conférence de clôture dans le cadre de l'Assemblée générale des membres de l'Institut de médiation et d'arbitrage du Québec Montréal, 27 avril 2017

« Accès à la justice : réussites et défis montréalais », Salon *Visez Droit 2017*, Justice en fête, Montréal (Complexe Desjardins) 3 avril 2017

« Diversité et droits : perspectives québécoises », dans le cadre du Colloque État de droit, droit et sécurité humaine en temps d'insécurité, organisé par le Groupe des ambassadeurs francophone Sofia (Bulgarie), 20 mars 2017

« La vie au doctorat », Conférence présentée dans le cadre des activités du Centre de développement professionnel, l'Université de Montréal, 17 janvier 2017

Conférences - Entrevue

Mathieu-R Sauvé, « La justice, c'est pour tout le monde », UdeMNouvelles, 29 septembre 2017

http://nouvelles.umontreal.ca/article/2017/09/29/la-justice-c-est-pour-tout-le-monde/

Catherine Couturier « Démystifier la thèse en trois étapes », dans, Affaires universitaires, 28 juin 2017

https://www.affairesuniversitaires.ca/conseils-carriere/conseils-carriere-article/demystifier-la-en-trois-etapes/

Mathieu-R Sauvé « La thèse un guide pour y entrer… et s'en sortir », UdeMNouvelles, Capsule *« Entre guillemets »,* 27 juin 2017 http://nouvelles.umontreal.ca/article/2017/04/27/entre-guillemets-recoit-pierre-noreau/

Esther Normand « Longs délais judiciaires pour les victimes de la route », *La Facture*, Radio-Canada, 14 mars 2017, en ligne : http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/ 1022048/longs-delais-judiciaires-victimes-route.

Catherine Lachaussée « Des préjugés tenaces face à la communauté musulmane, selon un sondage », *Radio-Canada cet après-midi*, Radio-Canada (Québec) 13 mars 2017, en ligne :

http://ici.radio-canada.ca/emissions/radio-canada cet apres-midi/ 2015-2016/chronique.asp?idChronique=431172.

Philippe Samson « ADAJ : Faire de la justice un projet collectif, *Journal du Barreau*, décembre 2016-janvier 2017, vol. 48 nº 10, p. 12-13, en ligne :

http:// www.barreau.qc.ca/fr/publications/journal/archives/volume-48/201610/#12.

Catherine PICHÉ

Conférences

« Les voies de justice du consommateur », « La justice par les tribunaux », Montréal, Fondation Claude Masse, 9 novembre 2017, Modératrice

Conférence introductive du colloque « L'effet de l'action collective : de l'imagination du législateur aux usages et pratiques d'aujourd'hui », Faculté de droit, Université de Montréal, organisé par le Laboratoire sur les actions collectives et le Center on Civil Justice (NYU), 19 mai 2017

« Class Action Financing », Osgoode Class Actions Conference ,Toronto, 6 avril 2017

« Les avis aux membres via les nouvelles technologies et les médias sociaux », Colloque du Barreau du Québec, Montréal, 23 mars 2017

« La preuve civile : un droit en mutation », formation aux avocats, organisée par les éditions Yvon Blais, 16 février 2017

« Justice approximative, recouvrement collectif et financement des actions collectives : le législateur québécois va-t-il trop loin? », 4e Académie de l'IDEP: "De l'inaction aux actions de groupe: nouveaux enjeux", Maison du Barreau, Paris, 27 janvier 2017

« Measuring the Value of Class Actions », Fifty Years of Class Actions — A Global Perspective, Tel-Aviv University, The Cegla Center for Interdisciplinary Research of the Law, Tel-Aviv, Israel, 4-5 janvier 2017

Formation des juges

« Actions collectives au Québec (1996-2016) : Statistiques sur les délais, les coûts et ce que reçoivent les membres », Cour supérieure, Montréal, Palais de justice, 5 décembre 2017

« L'équilibre fragile entre la recherche de la vérité et la maîtrise du dossier par les parties », Cour supérieure, Montréal, Palais de justice, 21 février 2017

Organisation

« L'effet de l'action collective : de l'imagination du législateur aux usages et pratiques d'aujourd'hui », 19 mai 2017

Catherine RÉGIS

Conférences

Laurence Largenté, **Catherine RÉGIS,** « L'utilisation des médicaments « hors AMM » : Vers quelle transparence pour une utilisation sûre et de qualité ? », Ispahan, Iran, 16 décembre 2017

Laurence Largenté, **Catherine RÉGIS,** « L'impact des standards internationaux dans la normativité canadienne en matière de production du médicament », Téhéran, Iran, 14 décembre 2017

« Les systèmes de santé de demain | Tomorrow's healthcare systems », modératrice, Forum sur le développement socialement responsable de l'intelligence artificielle /Forum on the Socially Responsible Development of Artificial Intelligence, Palais des congrès de Montréal, Montréal, 3 novembre 2017

« Enjeux juridiques et éthiques des algorithmes en santé : La machine à brouillard » Colloque « Enjeux éthiques et juridiques de l'innovation numérique en santé » organisé dans le cadre des Entretiens Jacques Cartier, CRCHUM, Montréal, 16 octobre 2017

"Improving the implementation of policy decisions regarding the distribution of new competencies among health care professionals", Symposium "Breaking the wall of practice: Why interprofessional Education is not enough" dans le cadre du colloque Collaborating Across Boarders (CAB VI), Banff, Vancouver, 2 octobre 2017

« Les plaintes des patients représentent-elles un outil efficace pour améliorer la qualité des soins dans le système de santé ? », Université d'Ottawa, Ottawa, 19 septembre 2017

Catherine RÉGIS et Florian KASTLER « The Influence of the World Health Organization on Domestic Law: an International and Comparative analysis», **,** Law and Society Association annual colloquium,Mexico**,** 22 juin 2017

Marie-Andrée GIRARD et **Catherine RÉGIS, «**Healthcare in Nunavik, Canada: Basis for a Mixed Method Study», Annual Consortium of Universities for Global Health (CUGH) Global Health Conference, Washington, DC**,** 6 avril 2017 - 9 avril 2017

Table ronde sur « Comment la science des données appliquée à la santé peut nous aider à aller plus loin », Pavillon de l'aménagement, Université de Montréal, 31 mars 2017

« Are patients' complaints an effective tool for quality improvement in the healthcare system ?» Faculty of law, common law section, University of Ottawa, 15 mars 2017

Marie-Andrée GIRARD et **Catherine RÉGIS** « Education is not enough: illustration of the complexity of the regulation scheme for collaborative practice in Quebec **»**, Center for Health Service and Policy Research (CHSPR) 29th annual health policy conference, Vancouver, 9 et 10 mars 2017

Organisation

5@7 de la santé

« Enjeux relatifs à la légalisation du cannabis », Faculté de droit, Université de Montréal, 16 novembre 2017

« Soins de fin de vie et les mineurs », Amphithéâtre Albert-Royer, CHU Sainte-Justine, 16 mars 2017

« L'avenir de la collaboration interprofessionnelle », Faculté de droit, Université de Montréal, 2 février 2017 • 17h00

Colloque

« Perspectives populationnelle et interpersonnelle de la communication aux patients », Faculté de droit, Université de Montréal, 8 juin 2017

« Le droit international collaboratif », Table ronde avec Professeure Catherine Kessedjian, Faculté de droit, Université de Montréal, 20 avril 2017

« La gestation pour autrui et ses implications en droit belge : De la pratique actuelle vers un éventuel encadrement légal ? », Montréal, 28 mars 2017

Rencontre en droit de la santé (2e édition) sur le thème : « Health Law at the Frontier », Faculté de droit, Université Montréal, 16 juin 2017/Faculté de droit, Université McGill, 17 juin 2017

Stéphane Rousseau

Organisation

« L'obligation de surveillance des administrateurs à l'ère de la conformité », Développements récents en droit des affaires, Service de la formation permanente du Barreau du Québec, Développements récents en droit des affaires, Montréal, 20 octobre 2017.

« Le Say on Pay au Canada », La rémunération des dirigeants des sociétés cotées, Université de Strasbourg, 21 septembre 2017.

« Le concept de la dissuasion en droit et en économie », L'effet de l'action collective / de l'imagination du législateur aux usages et pratiques d'aujourd'hui, Laboratoire sur les actions collectives, Université de Montréal, 19 mai 2017

Hugo TREMBLAY

Conférences

« Hydrological Variability and Utilization Conflicts under the Riparian Regime in Quebec » Conférence « Mobility and Commercial Trade : Legal Challenges and Oppotunities », Centre de recherche sino-canadien, Centre de droit des affaires et du commerce international (CDACI), 30 septembre 2017

« Le droit de l'environnement face aux changements climatiques », Séminaire sur le climat et l'énergie organisé par l'Institut québécois du carbone (IQCarbone) et le

Laboratoire de droit, gouvernance et durabilité de l'Université McGill, 21 mars 2017

« Droit+Changements+Environnement », Cycle de conférences sur les fonctions contemporaines du droit, Centre de recherche en droit public, 14 février 2017

« Le droit de l'eau et les conflits d'usage dans un contexte de changements climatiques »
Midi-conférence, CentreEau, Centre de recherche sur l'eau, Université Laval, 3 février 2017

Hélène TRUDEAU

Conférences

« La lutte climatique au Québec et au Canada : les principaux enjeux juridiques », Groupe de recherche Sage et Centre de recherche sur la régulation et le droit de la gouvernance, Conférence-midi, Université de Sherbrooke, Faculté de droit, 14 novembre 2017

« Fédéralisme coopératif et environnement : les aléas de la gouvernance multi-niveaux », Chaire de recherche du Canada en droit de l'environnement, Colloque « La protection de l'environnement par le droit : qui agit ? », Université Laval, Faculté de droit, 19 octobre 2017

« Circular + Social Economy & The City », Faculté d'aménagement, université de Montréal et Institut en environnement, Développement durable et Économie circulaire, l'École d'été, «Acts and Regulations Relating to the Circular Economy», Université de Montréal, Faculté d'aménagement, 19 juin 2017

« La protection des cultures et le droit de l'environnement : les principales règles à connaître », Société de protection des plantes du Québec, Colloque annuel, McDonald Campus, McGill University , 8 juin 2017

« Lois et règlements relatifs à l'économie circulaire » Institut en environnement, développement durable et économie circulaire, École d'été sur l'Économie circulaire, Université de Montréal, 5 juin 2017

« La protection des ressources communes à la lumière du droit constitutionnel canadien : quel rôle pour le fédéralisme coopératif ?» Service de la formation

permanente, Barreau du Québec, Colloque « Les développements récents en droit de l'environnement-2017 », Montréal 2 juin 2017,

« Changements climatiques et droit : quelques pistes de recherche », RDCG (Regroupement droit, changements et gouvernance), Colloque annuel 2017, Atelier sur l'Axe 3 Droit, santé et développement durable, Université McGill, Montréal 6 avril 2017

« La mise en œuvre de l'Accord de Paris au Canada : à la recherche d'une tarification pancanadienne du carbone », Master de spécialisation en notariat, Université catholique de Louvain, Étapes québécoises, Atelier sur le droit et les politiques du climat, Montréal, 22 mars 2017

Pierre TRUDEL

Conférences

« La protection de la vie privée à l'ère du numérique », colloque La famille à l'ère du numérique, Hôtel Delta, Trois-Rivières, 3 et 4 novembre 2017

« Transparence et responsabilité des algorithmes », entretien Jacques Cartier, Pavillon Sherbrooke Coeur des sciences de l'UQAM 200, UQAM, Montréal, 16 octobre 2017

« Les fausses nouvelles : le nouveau visage d'un vieux problème », Séminaire Centre d'études sur les médias en collaboration avec le CRDP de l'Université de Montréal, Carrefour des sciences, Université de Montréal, Montréal, 10 mai 2017

« Droit à « l'oubli », purge des résultats de recherche et droit d'auteur : quelques distinctions essentielles », ALAI Canada, La Fabrique Annexe, Montréal, 14 septembre 2017

« Les droits fondamentaux dans le monde hyperconnecté », Cour du Québec, Séminaire sur les droits fondamentaux, Auberge du Lac St-Pierre, Trois-Rivières, 20 avril 2017

Modérateur

« La Cour suprême du Canada vs la planète : L'affaire Google c. Equustek », Laboratoire de cyberjustice, Faculté de droit, Université de Montréal, Montréal, 18 octobre 2017

Répondant : « Les dossiers médicaux électroniques : utopies politiques, réalités pratiques », Conférencière Stéphanie Lacour, dans le cadre de la série Numérique + Santé, Faculté de droit, Université de Montréal, 05 novembre 2017

« Les plateformes de partage de renseignements de santé », Leg@lIT2017, Jeune Barreau du Québec, Centre des sciences de Montréal, Montréal, 23 mars 2017

Formation

« Les droits fondamentaux : une normativité découlant des risques en réseaux », Droits de la personne : diagnostic international, École d'été CERIUM, Université de Montréal, Montréal, 29 mai 2017

« Surveillance des citoyens menant une activité journalistique dans les environnements technologiques », Rendez-Vous juridiques, Faculté de droit, Université de Montréal, 15 février 2017

Tables rondes

« Éthique » et sciences des données, avec Pierre Trudel, Marc-Antoine Dilhac et Bry William-Jones, dans le cadre des Journées des sciences des données en santé, Université de Montréal, 16 mai 2017

« Tribunaux et médias : une relation sous tension », Leçons à tirer des procès hypermédiatisés Présidence/Animation : Julie Dutil Participants : Kathryne Lamontagne, Emilie Biland-Curinier , Pierre Trudel, Université McGill, 85e congrès de l'ACFAS, 12 mai 2017

« Confidentialité des données et dilemmes éthiques en recherche : comment concilier l'intégrité des sources et celle du chercheur? », Colloque Éducatif Présent, 9e édition, Faculté des sciences de l'éducation, Université de Montréal, Montréal, 11 mars 2017

Nicolas VERMEYS

Conférences

« Online Dispute Resolution, Artificial Intelligence, and the Future of Justice: A Canadian Perspective », conférence prononcée à l'Université de Fortaleza, Fortaleza (Brésil), 28 novembre 2017

« Toward Cyberjustice's ODR Research Milestones », conférence prononcée dans le cadre de la rencontre « Vers une cyberjustice », Montréal, 10 octobre 2017

« La justice par… Les médias sociaux », conférence prononcée dans le cadre du colloque Les voies de justice du consommateur, Montréal, 9 novembre 2017

« The New Wave: Online Dispute Resolution », participation à une table ronde dans le cadre du 2017 Montreal Emerging Legal Technology Roadshow, Montréal, 2 novembre 2017

« Quelle responsabilité juridique et sociale incombe aux développeurs de l'IA et à ses utilisateurs ? », participation à une table ronde dans le cadre du colloque *IA Responsable*, Montréal, 2 novembre 2017

« Le document technologique et ses incodences en droit des affaires », conférence prononcée dans le cadre des développements récents en droit des affaires, Montréal, 20 octobre 2017

« La date et le temps en procédure civile », conférence prononcée dans le cadre des Entretiens Jacques-Cartier, Montréal, 16 octobre 2017

« Cybersecurity Risks and Opportunities », conférence prononcée dsns le cadre du 2017 Executive Research Tour, San Jose, 19 septembre 2017

« Securing Open Research Data in the Cloud », conférence prononcée dans le cadre du 10e congrès du Research Data Alliance, Montréal, 18 septembre 2017

« Software Development for the Creation of an ODR Platform », conférence prononcée dans le cadre des travaux de l'APEC, Ho Chi Minh City (Vietnam), 25 août 2017

« Étude sur la méthodologie de fonctionnement d'une salle d'audience technologique évoluant en mode numérique », conférence prononcée pour la Ville de Québec, Québec, 2 août 2017

« Online Dispute Resolution initiatives and the Cyberjustice Laboratory », conférence prononcé pour le Groupe NAFTA 2022, Montréal, 2 juin 2017

« Obtenir justice via Internet », conférence prononcée dans le cadre de l'événement *Pint of Science*, Montréal, 15 mai 2017

« Chasser les nuages : les pièges juridiques liés à l'infonuagique », conférence prononcée pour l'Association des bibliothèques de droit de Montréal, Montréal, 12 mai 2017

« Employeur ou « ami »? – L'admissibilité en preuve des contenus issus des médias sociaux en droit du travail », conférence prononcée pour le Barreau de Laval, Laval, 27 avril 2017

« Comprendre pour… administrer : Conjuguer efficience, équité et justice », président de pannel dans le cadre du *Colloque interdisciplinaire des chercheurs de la relève 2017*, Montréal, 20 avril 2017

« Chasser les nuages : les pièges juridiques liés à l'infonuagique », conférence prononcée pour l'Association des archivistes du Québec, Montréal, 20 mars 2017

« La responsabilité civile dans les environnements numériques », conférence prononcée pour le Centre de recherche en droit, technologie et société, Ottawa, 14 mars 2017

« Infonuagique et archivage : sécurité et pérennité de la mémoire de la justice », conférence prononcée pour l'IHEJ, Paris, 9 mars 2017 (par visioconférence)

Publication et réalisations des étudiants (es) et agents (es) de recherche

Annexe 3 : Liste des chercheurs aux études supérieures

Par ailleurs, le CRDP s'est doté d'une mission de soutien aux étudiants de maîtrise et de doctorat dirigés ou codirigés par ses professeurs chercheurs. Grâce à la conduite de projets de recherche subventionnés, les chercheurs postdoctoraux et les étudiants des cycles supérieurs peuvent éventuellement intégrer l'une des équipes de recherche du Centre en y occupant un poste d'agent ou d'assistant de recherche. Depuis longtemps, les étudiants LLM ou PhD peuvent compter sur un soutien financier en intégrant des équipes de recherche et travailler sur des thèmes connexes à leur sujet de thèse ou de mémoire. Notons que cette approche où l'étudiant participe à un projet de recherche est une tradition de longue date au CRDP. En effet, le fait de participer à une pareille organisation constitue un stimulant dont les étudiants bénéficient les uns par rapport aux autres.

Chercheur-e-s postdoctorant-e-s

Nom	Prénom	Titre Projet	Directeur	Admission
CACHECO	Maya		NOREAU P.	2016
DEVULSKY	Alessandra		LEMAY V.	2016

Chercheur-e-s au doctorat

Nom	Prénom	Titre Projet	Directeur	Admission
ALAMI	Malika	NR	LEMAY V. Codirection TRUEL P.	NR
ALLAMEHZADEH	Mani	Les principes d'interprétation de la procédure civile québécoise.	NOREAU P.	2013

AZEBOVE TETANG	GUY	La circulation des modèles constitutionnels ou des « cultures constitutionnelles » en Afrique subsaharienne et leur réappropriation	GAUDREAULT DESBIENS J.F. NOREAU P.	2015
BAGLINIERE	Laure	Perspectives comparées Canada-France-États-Unis sur les alternatives à la résolution des conflits en droit de la santé	REGIS C.	2014
BARRERE	Sarah	La législation de l'Union européenne sur la traite d'êtres humains	NEUWHAL N.	2012
BAUDIN	Laura	L'ONU et le maintien de la paix et de la sécurité internationales : la question de l'encadrement juridique des cyber-attaques en droit international public	BENYEKHLEF	2015
BEN MATOUG	Khadija	Le principe d'une responsabilité sociétale des entreprises transnationales.	GAUDREAULT-DESBIENS J.-F.	2014
BERTHE	Moussa	L'adéquation entre le droit OHADA et son environnement : le cas des télécommunications au Mali	NOREAU P.	2015
BLAIS	Nathalie	Canada: préférence pour les garçons et discrimination envers les filles	LEMAY V. Codirection HOULE F.	2013
BOLDUC	Andrée-Anne	Vers des parlements plus responsables. Processus d'internalisation et interactions normatives des règles déontologiques en milieu parlementaire	GAUDREAULT-DESBIENS J.-F.	2014
BOSTANI	Fateme	Human Rights Social Representations in Elementary Schools: A comparative Study in Iran and Canada	LEMAY V. CAMPOS M. codirecteur	2015

BOYER	Julie		ROUSSEAU S	2017
BROSSE	Julien	Management stratégique des titres de propriété industrielle, le droit au service de l'efficience de l'entreprise	GENDREAU Y.	2014
CHARBON-NEAU	Olivier	L'émergence de normes par l'entremise des relations contractuelles dans les environnements numériques	TRUDEL P.	2009
CHARRON	Mathieu	Distribution alimentaire et coordination des marchés	ROUSSEAU S	2016
CHAUTARD	Thomas	Les compétences d'Euratom en matière de sûreté nucléaire, à la lumière du fédéralisme canadien	TRUDEAU H.	2014
CHENEVERT	Jean-Philippe	Les récentes modifications normatives et leur effectivité quant à l'amélioration de la gouvernance sous l'angle de l'imputabilité	REGIS C.	2016
CAO	Lei	Intellectual Property and Financial Securization	ROUSSEAU S.	2013
CHEN	Xing	NR	ROUSSEAU S.	2010
CHENYANG	Zang	NR	TRUDEAU H.	2017
CODERE	Charles	NR	TRUDEAU H.	2017
COMTOIS	Annie-Pierre	L'interrelation des domains du droit et de la santé en matière de psychiatrie légale	REGIS C.	2016 abandon en 2017
CONGO	Patrick Ibrahim	La régulation des communications dans l'espace UEMOA à l'heure de la convergence	GAUTRAIS V.	2013 Terminé
DEFOND	Juliette	Protection des personnes en situation d'extrême en DIDH: que révèlent les sciences politiques quant à l'arbitraire potentiel du droit?	LEMAY V. BENYEKHLEF K. codirecteur	2013
DIAMOND	Pierre-Simon	L'institutionnalisation des personnes en situation d'extrême en DIDH	NOREAU P.	2015

DONGMO KAHOU	Paulette Flore	Les conséquences juridiques de la polygamie pour les femmes et les enfants au Canada et au Cameroun	GAUDREAULT-DESBIENS J.-F.	2006
DUMONT-GAGNON	Sara	L'obligation de consultation en matière d'exploitation des territoires autochtone	NOREAU P.	2013
ENGELS	Nina	NR	GAUDREAULT-DESBIENS J.F.	NR
FALLA	Élodie	L'indemnisation du préjudice en recours collectif.	PICHE C.	2013
FAU	Valentine	Étude critique de la construction normative de la rationalité des droits de l'enfant : l'adolescence théorique d'une logique identitaire	NOREAU P.	2014
FERRON-PARAYRE	Audrey	Comprendre l'absentéisme des patients aux rendez-vous opératoires en chirurgie élective : identifier les lacunes du processus d'obtention du consentement libre et éclairé des patients et explorer le rôle du conflit décisionnel	REGIS C.	2012
GENÈVES	Victor	L'utilisation des neurosciences et de l'imagerie cérébrale à titre de preuve technique et d'expertise judiciaire	TRUDEL P.	2013
GIRARD	Marie-Andrée	L′impact de la perception de l′encadrement légal sur la pratique collaborative dans les établissements de santé québécois	REGIS C.	2016
GOABIN	Ginette	Acteurs armés non étatiques et respect des droits de l'enfant en période de conflits armés internes: quelles perspectives?	LEMAY V. LAROSA A-M. codirectrice	2014

GROTINO	Frédéric	La problématique de la rémunération des dirigeants d'entreprise	ROUSSEAU S.	2008
GUILMAIN	Antoine	Droit processuel et cyberjustice	BENYEKHLEF K.	2012 Terminé
HWA KANG	Pyeng	NR	GAUDREAULT DESBIENS J.F. KARAZIVAN N.	NR
KANDOLO ON'UFUKU wa KANDOLO	Pierre Félix	La réparation des préjudices subis par les victimes de violations des droits humains	FREMONT J.	2013 Terminé
KALDAS	Marian	Effectivité comparée d'un droit constitutionnel comparable: Canada et Égypte	LEMAY V Codirection SEDA P.	2014
KARGAR	Farnaz	NR	LEMAY V.	2017
KELCI	Sevgi	La transmissibilité du droit à l'information au décès d'un utilisateur d'Internet	TRUDEL P.	2013
KONINA	Anastasia	L'influence des technologies de l'information sur la séparation des pouvoirs au Canada, ainsi qu'aux autres pays du Commonwealth et aux Etats-Unis	BENYEKHLEF K. VERMEYS N.	2016
KRAFT	Dan	NR	ROUSSEAU S	2017
LARGENTÉ	Laurence	L'analyse du risque dans le domaine du médicament : approche comparée du droit européen et droit canadien	MOLINARI P.	2007
LECUYER	Marie-Lou	Social dynamics of biodiversity conflicts and search for common ground: the case of human-jaguar co-existence in Calakmul, Mexico	LEMAY V. (membre du comité de thèse)	2013

LEMAIRE	Christine	Détresses du rapport au temps chez les professionnels du droit et de la santé: au-delà de la conciliation travail famille	LEMAY V. ABRAHAM Y-M. HEC, codirecteur	2014
LOUVIOT	Maude	Titre à venir	LEMAY V.	2017
MALHAIRE	LOIC	Une analyse des politiques publiques d'aide aux travailleurs pauvres au Québec. Entre logiques institutionnelles et trajectoires de vie, un espace pour l'innovation communautaire	LEMAY V. LESEMANN F. INRS, codirecteur	2010 Terminé
MARCHAND	Manon	Quête de motivation et d'inspiration en période de crise et de perte de sens : exploration du thème de Venise comme expérience artistique et transculturelle	LEMAY V. HAREL S. codirecteur	2013
MARKIEWICZ	Sarah	L'archivage électronique	VERMEYS N.	2013
MATHEVET	Éric	Plateformes numériques : Études des transformations du travail à l'ère du numérique	GAUTRAIS V.	2016
MAXI	Ascensio	Sexualité et parentalité chez les adolescents haïtiens infectés au VIH par transmission verticale ou sexuelle : quelles normes, quelles valeurs et quelles pratiques	LEMAY V.	2017 Terminé
MELINGUI	Julien Clément	«Le choix des modes de financement et d'assistance en droit international de l'environnement : quelles garanties d'efficacité pour l'application de la Convention de Minamata sur le mercure?	TRUDEAU H.	2011
MOUCHARD	Emilie	Le principe de responsabilité (l'accountability) en matière de protection des renseignements personnels	GAUTRAIS V.	2011

NASSARAH	Éric	Le respect sacramentel à l'épreuve du durcissement de la répression des infractions commises sur mineurs	GAUDREAULT-DESBIENS J.-F.	2013 Terminé
NSEN - GIYUMVA	Nadine	Essai d'analyse de la condition juridique de la femme burundaise et son aspect socio – économique	FREMONT J.	2010
OGOUBI	Amandine	Intérêt et pratique de la médiation dans l'espace de l'OHADA	PICHE C.	2015
PAIVA	Adolpho Netto Faria	La mondialisation de la recherche clinique et la protection du sujet de recherche au Canada, aux Etats-Unis, au Brésil et en Chine	LEROUX T.	2012
PAPINEAU	Christelle	Approche computationnelle du droit : l'intelligence artificielle au service de la science juridique	BENYEKHLEF K.	2015
PARENT	Valérie	Le concept d'humanité en droit international	BENYEKHLEF K.	2015
PELLETIER	Julien	Mossi et métissage des systèmes juridiques au Burkina Faso	ROUSSEAU S.	2011
PÉLOQUIN	Louis	NR	ROUSSEAU S.	2005
POÉRI	Grâce Perside	Les enfants dits »microbes » en Côte d'Ivoire : approche humanitaire sur les défis, enjeux et perspectives pour ne intervention de protection de l'enfant	LEMAY V. BIBEAU G.	2015
PORCIN-RAUX	Adriane	La mise en concurrence des sociétés de gestion collective des droits d'auteur	GAUTRAIS V.	2008
SABBAGH	Paul	NR	PICHÉ C.	2015
SAINT-DENIS	Amélie	La place de l'Autre : l'influence des sciences humaines et sociales dans le processus judiciaire et décisionnel de la Cour du Québec, chambre de la jeunesse	LEMAY V.	2013

SARAGA	Albert	Les organismes communautaires de Montréal face au vieillissement et à la précarité des personnes toxicomanes : perspectives des intervenants et des usagers	LEMAY V. Codirection COUSINEAU M.M.	2013
SHARIFI KHAJEDEHI	Salma	Cyberattaques et cyber défense : l'état du droit	BENYEKHLEF K.	2011
SMOUK	Karima	Droit international et cyberguerre	BENYEKHLEF K.	2013
STEYN	Elizabeth	At the intersection of tangible and intangible. Constructing a framework for the protection of sacred indigenous sites in the pursuit of natural resource development projects: a pluralist, human rights-based approach	GAUDREAULT-DESBIENS J.-F.	2013
TABRIZIAN	Samira	NR	TREMBLAY H.	2017
THERRIEN	Cristiano	L'utilisation des données ouvertes et personnelles dans les applications de *Big Data*et *Cloud Computing* pour des villes intelligentes	TRUDEL P.	2013
TOURÉ	Boubacar	NR	NOREAU P.	2013
TUWIZANA FIMPA	Twison	Développement durable et participation des peuples autochtones et des communautés locales: perspectives juridiques aux modalités concrètes d'implantation du programme REDD+ dans les pays en développement à la lumière de l'exemple congolais	TRUDEAU H.	2014

WANG	Quingya (Christy)	FinTech or TechFin? Designing Regulation and Process for Internet Finance	GAUTRAIS V.	2017
WU	Huishu	Accountability and privacy : comparison between North-America and China	GAUTRAIS V.	2017
ZANNOU	Ledy Rivas	Les enjeux juridiques de la consommation mobile en Afrique de l'Ouest	GAUTRAIS V.	2017

Chercheur-e-s à la maitrise

Nom	**Prénom**	**Titre Projet**	**Directeur**	**Admission**
ADOM'MEGAA	Prudencio Selly	La protection de la vie privée dans la lutte contre le terrorisme au Canada: évolution ou révolution	VERMEYS N.	NR
AGUILAR DEL VALLE	Estefania	Maitrise des sciences technologiques	VERMEYS N.	2017
ALVAREZ BAUTISTA	Diana Paola	Protection de la vie privée des mineurs	GAUTRAIS V.	2017
BALTHAZARD	Laurier	NR	VERMEYS N.	2015
BASHILOVA	Darina	NR	ROUSSEAU S.	2015
BEAUMIER	Simon	NR	PICHÉ C.	2015
BEN MILED	Medhi	Recherche sur les cellules souches : approche comparative du cadre réglementaire au Canada et en Tunésie	LEROUX.T	2016

BOND ROUSSEL	Geneviève	Le « profilage discriminatoire » basé sur les « convictions politiques » de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec : un concept à définir dans le cadre d'une discussion interdisciplinaire	GAUDREAULT-DESBIENS J.-F.	2012
BOUTIN CLERMONT	Marie-Andrée	Le droit à l'anonymat	VERMEYS N.	2015
BOZKURT	Musa	Le lobbying auprès des institutions de l'Union européenne	NEUWAHL N.	2016
CARON	Marylise	Enjeux juridiques liés à l'hébergement des données judiciaires en infonuagique	VERMEYS N.	2015
CARRIER	Alexandre	Obligation de consultation de la Couronne envers les peuples autochtones en droit canadien : quelles sont les possibilités de délégation de l'obligation aupromoteur?	TREMBLAY H. LECLAIR J.	2015
CAZAVE-RAYAU	ÉlÉonore	Les droits protecteurs de l'intégrité de la personne humaine se prêtant à un essai clinique aux Etats-Unis et en France	LEROUX.T	2017
CHAFFAI-PARENT	Shana	Le rôle de l'expert dans la procédure	PICHÉ C.	2015
CHALATI	Nadine	Travail dirigé	VERMEYS N.	2017
CHEVALIER	Michael	NR	TRUDEL P.	2015
CRÉMISI	Chloé	Droit d'auteur et protection de la vie privée	GENDREAU Y.	2015
DABROWSKI	Adam	Le domaine public de la propriété intellectuelle la notion de la « renonciation des droits exclusifs. Et les modèles des licences ouvertes	GENDREAU Y.	2015

DAHER	Bachar	La résolution des litiges et différents contractuels de faible intensité par l'entremise de procédés technologiques en PPP	VERMEYS N.	2015
DÉCARIE	Jean-Sébastien	Le cadre juridique applicable à une infrastructure (infonuagique) en tant que service (IaaS)	VERMEYS N.	NR
DESROCHERS-GIROUX	Isabeau	Les négociations climatiques; la prise en compte des droits de l′homme et du devoir d′adaptation	TRUDEAU H.	2015
DEVILLERS	Claire	NR	BENYEKHLEF K.	2015
DOLEZALEK	Katharina	Human Walls, How Frontex and the Canadian Border Services Agency Deal with Irregular Migration	NEUWAHL N.	2016
FLORESTAL	Maguy	NR	TRUDEL P.	2015
FOURNIER GENDRON	Hugo	Sécurité informationnelle des objets connectés et risques à la santé et sécurité : quelle responsabilité pour le fabriquant?	VERMEYS N.	2015
FRASER	Ludovic	Analyse comparative des pouvoirs et limitations des agences canadiennes et américaines de réglementation de l'énergie quant à la tarification des services publics dans le contexte de la nouvelle Politique énergétique 2030 du Québec	TREMBLAY H.	2016
FRISKO	Carl	NR	VERMEYS N.	2017
FRIKHA	Farah	NR	TRUDEL P.	2017
FROUNDJIAN	Nareg	Responsabilité algorithmique des intermédiaires neutres	VERMEYS N.	2015

HÉBERT	Marie-Hèléne	«Vaccin VPH : étude comparative des étapes de mise en marché au Canada et en France»	LEROUX T.	2014
JETTÉ	Virginie	Traque-moi si je le veux! À la recherche d'un cadre juridique entourant la publicité comportementale	GAUTRAIS V.	2015 Terminé
KALAYDZHIEVA	Varka	Les droits des réfugiés dans l'UE	NEUWAHL N.	2010
LAURENDEAU	Marie-Annick	Le modèle optimal du régulateur québécois est-il atteint?	ROUSSEAU S.	2011
LAPIERRE	Guillaume	NR	GENDREAU Y.	NR
LEFER	Kevin	Le péril de l'Union européenne, l'éloignement démocratique – pour une analyse du lien entre souveraineté, pouvoir constituant et légitimité	NEUWAHL N.	2017
LIKONGO	Yani	NR	LEMAY V.	2017
LOHANDJOLA LOFUDU	Raphael	NR	TRUDEAU H.	2017
MAURY	Kevin	L'encadrement des émissions des GES de la marine en droit canadien (TD)	TREMBLAY H.	2015
MAVREEN	Rekha	NR	TREMBLAY H.	2016
MBENGUE	Amadou	NR	TRUDEL P.	2015
MC KENNA	Caroline	La responsabilité de l'Etat dans les cas de syndrome alocolo-feotal	LEMAY V.	2009
MENENDEZ	Manuel	NR	BENYEKHLEF K.	2015
MOHSNI	Wiem	NR	TRUDEUA H.	2017
MORRISSETTE	Léa	NR	RÉGIS. C	NR

ORTALDA	Matthieu	La neutralité informationnelle entre fragmentation et convergence	VERMEYS N.	2015
PARIS GAGNON	Gabrielle	NR	VERMEYS N.	2017
PENEGOS FERNANDEZ	Diego F.	NR	VERMEYS N.	2017
PROVENCHER BORDELEAU	Bruno	La vie privée à l'ère du Big data (TD)	VERMEYS N.	2015
PASSOS	Roxanne	La réglementation des substances toxiques au Canada	TRUDEAU H.	2016
POIRIER	Isabel	Enjeux juridiques de la publicité comportementale	GAUTRAIS V.	2016
PRUD' HOMME	Benjamin	Obstacles intellectuels à l'interdisciplinarité en faculté de droit et besoins juridiques croissants d'une théorisation du jeu complémentaire des normativités de sciences humaines et sociales: l'exemple de l'obligation juridique	LEMAY V.	2015
RIVERIN	Jean-Philippe	NR	TRUDEL P.	2015
ROBERT	Marie-Christine	Droit à l'oubli	GAUTRAIS V.	2014
TEYROUZ	Rita	NR	ROUSSEAU S	2017
TRAN	Anh Thu	La propriété intellectuelle et la mode	GENDREAU Y.	2015
VOYER	Audrey-Ann	NR	TREMBLAY H.	2017
VICO CHOLIN	Émilie	Les systèmes de gestion des connaissances (TD)	VERMEYS N.	2015